

Dossier de demande d'autorisation
environnementale pour l'exploitation d'une
carrière au titre des installations classées pour la
protection de l'environnement, rubrique 2510-1,
Commune de Martot (27) lieu-dit « La Marasse »



SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation

Citation recommandée : EnviroScop, 2019. Dossier de concertation pour l'exploitation d'une carrière, rubrique 2510-1 (Commune de Martot - 27), pour le compte de SPS

Version : Version 1.1

Date : 18/03/2019

Responsable projet, rédacteur principal : Philippe SAUVAJON, ingénieur environnement et paysage

Contrôle qualité : Nathalie BILLER, ingénieur environnement et paysage



EnviroScop

8 rue André Martin – 76710 Montville
Tél. +33 (0)9 52 08 12 01 / fax. +33 (0)9 57 08 12 01
contact@enviroscop.fr
Société coopérative à responsabilité limitée, à capital variable.
RCS : Rouen 498 711 290 / APE/NAF : 74 90 B

Rubrique principale :	2510-1
Production moyenne annuelle :	300 000 Tonnes
Production maximale annuelle :	700 000 Tonnes
Surface concernée :	40 ha 09 a 40 ca
Localisation :	Commune de Martot, Eure

Les illustrations du présent document, hors mention contraire, sont réalisées par EnviroScop, à partir de fonds cartographiques sous les licences suivantes :

- Scan 25® ©IGN PARIS «copie et reproduction interdites», ScanDep® ©IGN PARIS « copie et reproduction interdites»
- BD Alti® 250m ©IGN PARIS-2008 licence ouverte ETALAB, BD Carthage® licence ouverte ETALAB, DREAL, DRAC, BRGM, SANDRE... licence ouverte ETALAB, Registre parcellaire graphique agricole (contours des îlots cultureux et leur groupe de cultures majoritaire des exploitations) – données 2012, publiées en 2014, de l'Agence de services et de paiement, sous licence ouverte ETALAB.
- open street map (OSM) licence libre ODbL

Par défaut, les cartes sont orientées au nord, sauf mention contraire.

Par défaut, les photographies sont réalisées par Enviroscop, sauf mention contraire.

Table des matières

1	PRESENTATION DE LA DEMARCHE	4
1.1	AVEC LES REPRESENTANTS TERRITORIAUX	4
1.2	AVEC LES RIVERAINS	5
2	LE CAHIER DES RIVERAINS	7
3	COMPTES-RENDUS DES REUNIONS	15
3.1	AVEC LES REPRESENTANTS TERRITORIAUX	15
3.2	AVEC LES RIVERAINS	47

1 PRESENTATION DE LA DEMARCHE

1.1 Avec les représentants territoriaux

Plusieurs réunions avec les exploitants agricoles, les élus des communes concernées et voisines (Martot, Criquebeuf-sur-Seine, Saint-Pierre-lès-Elbeuf, Caudebec-lès-Elbeuf, Elbeuf), mais aussi de l'Intercommunalité (Communauté d'Agglomération Seine-Eure) ont été organisées tout au long de l'élaboration du projet.

Elles ont permis d'aboutir à :

- Un pré-projet concret d'exploitation adapté au site et à son usage
- Un pré-projet adapté de réaménagement en accord avec les exploitants agricoles
- Le développement d'une volonté locale d'accompagner un projet novateur permettant la pérennisation de l'économie agricole locale

N.B. : les comptes-rendus de ces réunions figurent en annexe



Figure 1 : Sur le terrain avec les élus

1.2 Avec les riverains

La société SPS souhaitant que ce pré-projet soit en adéquation avec le territoire et plus particulièrement les attentes des riverains, a proposé d'élaborer son projet avec les riverains pour que l'exploitation de la carrière et son réaménagement soient le plus en harmonie possible avec le cadre de vie des foyers concernés par le projet, dans le respect de la réglementation, des contraintes techniques et économiques et des enjeux sociétaux du territoire.

Pour ce faire, SPS, en accord avec les communes de Martot et Saint-Pierre-lès-Elbeuf, a fait appel à la société Acceptables Avenir dont le rôle était de garantir la neutralité de ce processus de co-construction du projet.

Les règles mises en place étaient les suivantes :

- la mise en évidence et l'écoute de toutes les attentes des riverains du futur site d'extraction,
- la transparence et l'engagement du porteur de projet à respecter la parole de chacun,
- la réponse aux questions des riverains et l'analyse de leurs propositions,
- une gouvernance neutre du processus de concertation.



Figure 2 : Le cahier des riverains (extraits)

Pour ce faire, un cahier des riverains a été mis en place, 5 réunions publiques ont été tenues et une visite de la ferme du Bec Hellouin a été organisée :

Réunion n°1 de lancement du 6 octobre 2016

Réunion d'information sur le projet et visite de la carrière actuelles des « Fiefs Mancels », qui présente un contexte comparable à celui du projet.

Réunion n° 2 du 2 février 2017

Lancement du processus de co-construction.



Figure 3 : Les riverains présents à la réunion du 02 février et du 11 mai 2017

Réunion n° 3 du 17 mars 2017

- Présentation par Acceptables Avenirs des résultats de la consultation sur les thématiques. Ces résultats constitueront la liste des thèmes retenus pour travailler ensuite sur des propositions plus précises.
- Présentation par SPS d'éléments techniques plus détaillés par thématique.

Réunion n° 4 du 11 mai 2017

Présentation par Acceptables Avenirs de l'ensemble des propositions émises et de leur méthode d'évaluation. La participation de riverains à titre individuel et/ou de représentants de groupes de riverains sera sollicitée et nécessaire pour procéder à cette évaluation qui sera réalisée le mois suivant.

Réunion n° 5 du 17 octobre 2017

Présentation par SPS du projet qui sera déposé en Préfecture pour instruction et soumis à enquête publique, intervention des experts : acoustique, immobilier, permaculture.

Visite de la ferme du Bec-Hellouin le 16 avril 2018

Présentation par Perrine HERVE-GRUYER des potentialités d'aménagement en permaculture, en rapport avec le projet de réaménagement de la carrière SPS.

La concertation a permis d'aboutir à un consensus local sur :

- **Les horaires de décapage (modulables en fonction de la proximité des habitations).**
- **La mise en place du merlon acoustique et paysager à 100 m en fonction des études acoustiques (simulations réalisées par ENCEM, expertise acoustique de M. DUCLOS) et paysagères (simulations réalisées par ENVIROSCOP).**
- **La plantation d'une haie périphérique en amont de l'exploitation.**
- **La poursuite de l'exploitation entre la distance de 200 et de 100 m des habitations qui sera soumise à l'approbation de la Commission Locale de Concertation et de Suivi, après analyse des données de suivi.**

2 LE CAHIER DES RIVERAINS

Acceptables Avenirs

2 février 2017

PROJET LA MARASSE

MonCahierRiverain © Acceptables Avenirs 2017

MonCahierRiverain

Ce cahier est distribué à raison d'un exemplaire par foyer.

Il a pour objectif de permettre à chaque foyer concerné par le projet de SPS au lieu-dit La Marasse :

- de prendre connaissance du projet,
- de noter ses propres commentaires et informations,
- de lister les points importants ainsi que d'écrire des propositions,
- d'ajouter des informations au fur et à mesure que le projet se déroulera,
- de vérifier que ses propositions ont bien été analysées.

Un projet co-construit

La société SPS souhaite que son projet de carrière au lieu-dit La Marasse soit en adéquation avec le territoire et plus particulièrement les attentes des riverains.

SPS propose ainsi d'élaborer son projet avec les riverains pour que l'exploitation de la carrière et son réaménagement soient le plus en harmonie possible avec le cadre de vie des foyers concernés par le projet, dans le respect de la réglementation, des contraintes techniques et économiques et des enjeux sociétaux du territoire.

Pour ce faire, SPS, en accord avec les communes de Martot et Saint-Pierre-lès-Elbeuf, a fait appel à la société Acceptables Avenirs dont le rôle sera de garantir la neutralité de ce processus de co-construction du projet.

Philippe VERVIER, fondateur d'Acceptables Avenirs, aura pour tâche d'organiser cette co-construction dans le respect des règles suivantes :

- la mise en évidence et l'écoute de toutes les attentes des riverains du futur site d'extraction,
- la transparence et l'engagement du porteur de projet à respecter la parole de chacun,
- la réponse aux questions des riverains et l'analyse de leurs propositions,
- une gouvernance neutre du processus de concertation.

La diversité est une richesse



La co-construction

Il s'agit de l'essence même de la démarche.

SPS a la volonté de procéder avec les riverains à des ajustements du projet pour que la phase d'exploitation se déroule dans les meilleures conditions possibles vis-à-vis du voisinage, dans le respect de la réglementation, des contraintes techniques et économiques et des enjeux sociétaux du territoire.

Les ajustements

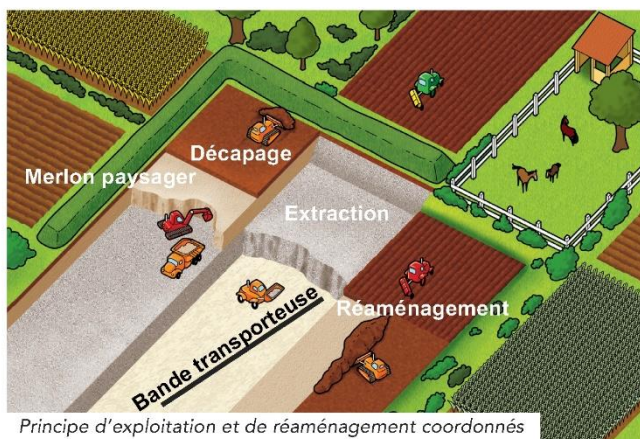
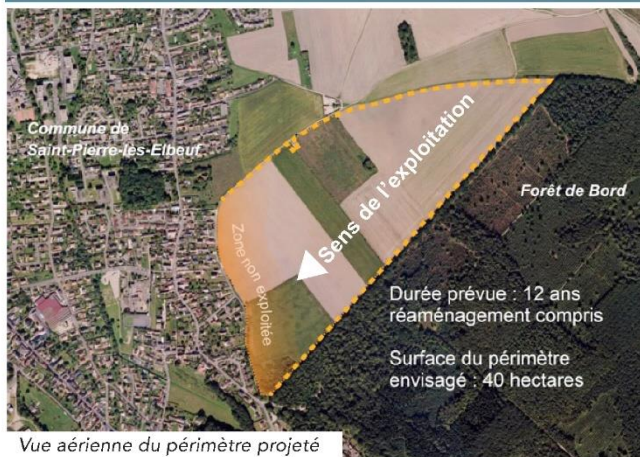
Les ajustements pourront porter :

- sur les parties modulables de la phase d'exploitation,
- sur le type de réaménagement qui sera fait sur la base d'une restitution des terres agricoles, tel que le prévoit le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Martot.

Le temps

La volonté de SPS de co-construire le projet afin qu'il soit en adéquation avec le territoire se traduit par un calendrier favorable à la réflexion et à l'écoute des riverains.

Le projet : ébauche



Un projet en 4 grandes phases

- la co-construction,
- l'instruction administrative et l'enquête publique,
- l'exploitation,
- le réaménagement.



Un calendrier favorable à la réflexion et à l'écoute des riverains pour un projet adapté au territoire.

Etre acteur

Vous êtes invités à participer à la co-construction du projet en exprimant ce qui est important pour vous, qu'il s'agisse de l'exploitation, du réaménagement ou de la vocation future du site.

Méthodologie

Le processus de co-construction comprend des réunions de concertation et des phases de réflexion au cours desquelles vous pourrez exprimer vos attentes, vos doutes, vos questions.

Au cours de ces phases de réflexion, vous serez invités à renseigner des fiches et à les déposer, au moyen de l'enveloppe jointe au cahier, à la mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf qui se chargera de les transmettre à Acceptables Avenirs. Vous pourrez aussi adresser vos contributions par courrier électronique en numérisant les fiches et en les adressant à Acceptables Avenirs à l'adresse suivante : notreprojet@marasse-sps-granulats.fr

Ces fiches pourront être renseignées à titre individuel ou pour un groupe de riverains.

Les réunions de concertation seront quant à elles des étapes de restitution et d'analyse des remarques et questions, d'évaluation des propositions et, pour finir, de présentation du projet final.

Votre participation

Réunion n° 1 du 2 février 2017

Lancement du processus de co-construction.

Période de réflexion du 3 février au 3 mars 2017

Vous exprimerez à l'aide des «fiches thématiques» ce qui est important à vos yeux pour toutes les phases du projet. À l'aide de la grille de notation, vous coterez chacune des thématiques pré-vues, ou que vous jugerez utile d'ajouter, selon votre sensibilité.

Réunion n° 2 à fixer le 21 ou 23 mars 2017

- Présentation par Acceptables Avenirs des résultats de la consultation sur les thématiques. Ces résultats constitueront la liste des thèmes retenus pour travailler ensuite sur des propositions plus précises.

- Présentation par SPS d'éléments techniques plus détaillés par thématique.

Période de réflexion du 24 mars au 24 avril 2017

Organisation possible de visites sur le site SPS afin de mieux appréhender le fonctionnement de l'activité. Ces visites pourront vous aider à formuler vos propositions d'aménagement du projet qui seront à transmettre à Acceptables Avenirs.

Réunion n° 3 à fixer le 9 ou 11 mai 2017

Présentation par Acceptables Avenirs de l'ensemble des propositions émises et de leur méthode d'évaluation. La participation de riverains à titre individuel et/ou de représentants de groupes de riverains sera sollicitée et nécessaire pour procéder à cette évaluation qui sera réalisée le mois suivant.

Entre le 12 mai et le 5 juin 2017

Période durant laquelle des visites complémentaires du site pourront être organisées ou autres échanges avec SPS.

Réunion n° 4 à fixer le 6 ou 8 juin 2017

Évaluation des propositions par les riverains, SPS et autres parties prenantes.

Réunion n° 5 à fixer le 27 ou 29 juin 2017

Synthèse, analyse et restitution de l'évaluation des propositions.

Réunion n° 6 automne 2017

Présentation par SPS du projet qui sera déposé en Préfecture pour instruction et soumis à enquête publique.

Vos interlocuteurs



Virginie Crenn

Responsable Foncier et Environnement, en charge de la conduite du projet pour SPS.



Thierry Jardel

Directeur de la société SPS.



Philippe Vervier

Directeur d'Acceptables Avenirs, en charge de l'animation du processus de co-construction et garant de la transparence et de l'équité du processus.

Contact : notreprojet@marasse-sps-granulats.fr

Les fiches thématiques

Mode d'emploi

- 2 types de fiche sont à votre disposition : une fiche «thématiques globales» et une fiche «thématiques détaillées», cette dernière sur 2 pages.
- Des thématiques et sous-thématiques en lien avec le projet sont mentionnées, sans qu'aucun ordre d'importance ou de priorité n'ait été donné. Vous pouvez compléter avec d'autres sujets sur lesquels vous éprouvez le besoin de vous exprimer et que vous souhaitez voir évoqués.
- Pour chacune d'elles, il est nécessaire, pour aboutir à une restitution juste de votre appréciation du projet, de les noter de 0 à 5 selon votre sensibilité sur le sujet évoqué.
- Les réponses peuvent être nominatives ou anonymes. Si vous retenez cette option, il convient de mentionner un code de 3 lettres et 3 chiffres. Il vous permettra de vous identifier sur les documents lors des réunions de restitution.
- Mon code est :
- S'il s'agit d'une réponse collective, elle regroupe la participation de :

Fiche «thématiques globales»

Tableau T1

Prénom, nom : CODE :

Thématique	Note de 0 à 5 0 = sans importance 5 = très important
Qualité de l'air	
Paysage	
Faune/Flore	
Acoustique	
Qualité de l'eau	
Qualité de l'alimentation	
Aménagement du territoire	
Transport	

Acceptables Avenirs

2 février 2017

Fiche «thématiques détaillées»

Tableau T2 - Page 1/2

Prénom, nom : CODE :

Thématique	Sous-thématique	Note de 0 à 5 0 = sans importance 5 = très important
Qualité de l'air	Poussières	
	Odeurs	
	Gaz atmosphériques	
Paysage	Forêt - Bois	
	Paysage agricole	
	Diversité	
	Mare - Etang	
Acoustique	Bruits graves	
	Bruits aigus	
	Bruits répétés	
Qualité de l'eau	Eaux souterraines	
	Eau potable	
	Diversité	
	Mare - Etang	
Qualité de l'alimentation	Produits biologiques	
	Sécurité alimentaire	
Aménagement du territoire	Emplois locaux	

Fiche «thématiques détaillées»

Tableau T2 - Tableau 2/2

Prénom, nom : CODE : _ _ _ _ _

Thématique	Sous-thématique	Note de 0 à 5 0 = sans importance 5 = très important
Transport		

3 COMPTES-RENDUS DES REUNIONS

3.1 Avec les représentants territoriaux



COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 02 AVRIL 2015

Présents : François Charlier Maire de Martot ; Marjorie Labiffe Conseillère municipal Mairie de Martot et Maraîchère ; Yves Labiffe Maraîcher ; Mireille Bault Adjointe Mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf ; Valérie Auvray Adjointe Mairie Elbeuf-sur-Seine et Conseillère Régionale ; Perrine Hervé-Gruyer exploitante de la ferme du Bec Hellouin et Conseillère Régionale ; Thierry Jardel Responsable d'exploitation du site SPS ; Virginie Crenn Responsable Foncier et Environnement SPS.

Objectifs de cette réunion :

- Présenter le concept de permaculture aux différents interlocuteurs présents lors de cette réunion.
 - Connaître l'avis des parties prenantes sur un projet de réaménagement basé sur ce concept.
 - Définir ensemble les conditions qui sont favorables pour construire éventuellement un tel projet et s'assurer de sa viabilité.
- SPS souhaite proposer un projet de réaménagement durable tant sur le plan environnemental, économique, social et humain.
La concertation est primordiale pour lancer un tel projet.



Présentation de SPS :

Le granulats, sable et gravier, est le premier maillon de la filière du bâtiment et des travaux publics.

Cette industrie joue un rôle déterminant dans le développement du territoire en apportant une réponse durable aux besoins en matériaux des collectivités (construction de logements, écoles, routes ou voies ferrées...).

UNE ACTIVITE DURABLE ET RESPONSABLE

La carrière SPS (filiale de Cemex et GSM) exploite un gisement stratégique en raison de la rareté des ressources alluvionnaires et de son emplacement en bord de Seine, à proximité immédiate du marché.

Grâce à la qualité des matériaux, la production est destinée essentiellement à l'industrie du béton prêt à l'emploi pour la construction de bâtiments et d'ouvrage d'art, ainsi qu'aux travaux publics.

La nature du gisement permet également de fournir des matériaux crayeux, principalement utilisés dans la réalisation de remblais. Activité complémentaire issue de la nature géologique de ce site, la carrière de Martot produit un sable très fin, utilisé notamment pour l'aménagement des carrières et manèges équestres ou la pose de câbles enterrés.

Sur une production annuelle de 600 000 tonnes de sables et graviers lavés, SPS en livre la moitié par voie d'eau, une alternative écologique au transport routier.

SPS conduit une politique de prévention et de maîtrise des effets de son activité sur l'environnement, renforcée au quotidien par le volontarisme et l'investissement des hommes et des femmes qui y travaillent. Témoinant de cette conduite responsable, le site détient depuis 14 ans, la certification environnementale ISO 14001, ainsi que le plus haut niveau de la Charte Environnement des Industries de Carrières (référentiel de progrès défini par la profession).

UN MODELE D'INTEGRATION AU TERRITOIRE

Avec un chiffre d'affaire de 10 millions d'euros en 2014 et un effectif d'environ 20 personnes, SPS est un acteur important de l'économie locale. Privilégiant le recrutement de proximité et le recours aux entreprises du secteur pour la sous-traitance ainsi que la fourniture de biens et de services, cette exploitation se montre parfaitement intégrée au maillage économique de la région depuis plus de 40 ans.

Depuis sa création, SPS organise sa stratégie et la conduite de ses projets en cohérence avec les enjeux économiques, sociaux et environnementaux des collectivités locales. Les représentants de l'entreprise entretiennent en effet un dialogue permanent avec les acteurs du territoire, afin de gérer l'exploitation de façon durable et en adéquation avec les demandes et les besoins actuels et futurs.



UN SITE D'INTERET ECOLOGIQUE RECONNU

Le réaménagement des espaces exploités fait partie intégrante de la gestion d'une carrière. En 40 ans, SPS a réalisé plusieurs réaménagements, devenus des espaces naturels privilégiés et favorables à l'implantation d'espèces animales ou végétales emblématiques, en quête d'un habitat propice à leur développement.

Ainsi, le site de Martot a contribué au reboisement d'environ 70 hectares, constituant aujourd'hui une forêt abritant des essences variées. Cette forêt, sous le contrôle d'un garde privé, est gérée selon un plan visant à préserver la biodiversité. SPS réaménage également en partenariat avec l'ONF un espace forestier domanial, transition entre la forêt privée et la forêt de Bord.

En outre, l'apparition de prairies sablo-caillouteuses issues du travail d'extraction, s'est révélée parfaitement adaptée à la colonisation d'une espèce rare et protégée, l'œdicnème criard. Afin de pérenniser la présence de cet oiseau en voie de disparition, 30 hectares de ces prairies ont été réaménagées et sont suivis en partenariat avec la LPO. Ce site dédié à la protection de l'œdicnème criard est désormais classé NATURA 2000.

Parallèlement, plusieurs hectares ont été reconvertis en espace agricole pour la fauche ou l'élevage et sont mis à disposition d'agriculteurs locaux.

UN ENGAGEMENT SOCIAL CONSTANT

D'un point de vue social et culturel, SPS s'est engagée depuis plusieurs années aux côtés d'associations locales, sportives (football, volley, badminton...), culturelles et caritatives. Ainsi SPS s'est associé à l'exposition annuelle de peintures en accueillant les artistes sur le site, devenu source d'inspiration. Cette implication témoigne concrètement de l'intégration de SPS à la vie locale.

Pourquoi le choix de la permaculture ?

Présentation projetée ci-jointe.

Intervention de Perrine Hervé-Gruyer :

Visite de la ferme du Bec Hellouin le 11 juin 2015.



Echanges/Discussion :

Traitement de l'eau :

SPS recycle environ 90 % de l'eau utilisée pour le lavage des matériaux.
Les 10 % de perte sont liés au taux d'humidité dans les matériaux vendus, à l'infiltration dans le sol ou l'évaporation de l'eau présente avec l'argile dans les bassins de décantation.
Ce taux de recyclage élevé est possible grâce à l'utilisation d'un flocculant totalement inerte permettant d'agglomérer les fines d'argile et ainsi accélérer leur sédimentation.

Délai et durée de l'exploitation et réaménagement :

SPS envisage de déposer sa demande d'autorisation en Préfecture fin 2016.
Ensuite les délais d'instruction varient entre 2 et 3 ans.
Dans le cas d'une autorisation préfectorale délivrée, SPS pourrait exploiter pas avant 2019.
La durée d'exploitation du gisement sera réalisée sur une période pouvant aller jusqu'à 5 ans au maximum.
Les premiers terrains réaménagés en permaculture (si ce projet est retenu) pourraient être rendus à partir de 2024 environ.

Avis sur cette première approche de la permaculture :

Marjorie et Yves Labiffé ne sont pas opposés à cette approche mais ils ont quelques difficultés à se projeter dans un tel projet sans un accompagnement important.
L'étude d'un développement de circuits courts localement est incontournable pour assurer les débouchés de ce type de projet.
Les maraîchers et agriculteurs devront obtenir des soutiens des collectivités pour permettre la commercialisation de leur production.
La Mairie de Martot y voit une opportunité pour redynamiser la culture maraîchère, malgré le contexte difficile.

Conclusions :

L'ensemble des participants sont d'accord pour poursuivre cette réflexion et donc approfondir cette proposition.
Proposition de réaliser une visite de notre carrière courant mai et visite de la ferme du Bec Hellouin courant juin.
Cette proposition est retenue par l'ensemble des participants, des dates vont vous être proposées prochainement.



Projet « La Marasse » - Volet réaménagement
Cellule de concertation préalable du 22 février 2016

Participants

François Charlier	Maire de Martot
Yves Labiffe	Maraîcher – Martot
Marjorie Labiffe	Maraîchère et conseillère municipale Mairie de Martot
Thierry Delamare	Maire de Criquebeuf-sur-Seine
Pierre Dumont	Adjoint au Maire de Criquebeuf-sur-Seine
Jérôme Jeannot	Directeur des services techniques Mairie de Caudebec-les-Elbeuf
Djoudé Merabet	Maire d'Elbeuf
Valérie Auvray	Adjointe au Maire d'Elbeuf
Perrine Hervé-Gruyer	La Ferme du Bec Hellouin Consultante en permaculture
Philippe Sauvajon	Enviroscop Bureau d'études en environnement
Guillaume Desmarest	SPS
Thierry Jardel	SPS
Virginie Crenn	SPS
Christine Courillon	Balkis.com'

Invité absent

Patrice Désanglois	Maire de Saint-Pierre-les-Elbeuf
--------------------	----------------------------------

Le contexte

Il est ici question d'un projet d'exploitation de carrière par SPS sur le lieu-dit « La Marasse », d'une surface de 40 hectares dont 30 exploitables. La durée prévue est de l'ordre de 10 ans, réaménagement compris. Celui-ci sera coordonné à l'exploitation qui sera réalisée par phases. Dès aujourd'hui le projet prévoit un recul de 100 m par rapport aux habitations (la réglementation en impose 10).

Il est prévu de déposer le dossier fin 2016 pour un démarrage de l'exploitation en 2019 compte tenu de la durée de la procédure. L'ensemble des études est quasiment finalisé, excepté le volet réaménagement, objet de cette démarche de concertation préalable.



Le projet de réaménagement

Il prévoit un réaménagement agricole selon le principe de la permaculture (voir présentation détaillée de Perrine Hervé-Gruyer) sur l'ensemble des 40 hectares.

Aujourd'hui, le contexte agricole local rend nécessaire de prévoir un réaménagement agricole de qualité en concertation avec les exploitants, afin de conserver les surfaces disponibles pour l'agriculture. Dans le même temps, l'activité maraîchère locale n'a de cesse de diminuer (5 producteurs à Martot et 10 à Criquebeuf-sur-Seine) et subit la pression des exploitants céréaliers. Des questions se posent sur les solutions à apporter pour garantir la pérennité de cette activité maraîchère à laquelle la mairie de Martot est très attachée.

L'objectif de la cellule de concertation

Construire avec les élus et les exploitants maraîchers un projet à 8/10 ans qui réponde aux besoins du territoire, soit générateur d'emplois rémunérateurs et autonome économiquement.

Ce que l'on sait déjà

- Nous avons 10 ans pour préparer ce projet.
- Il s'agit d'un projet d'avenir conduit par un industriel qui a la volonté et les moyens, et non d'un projet dépendant d'argent public.
- Les futurs exploitants prendront possession de surfaces où tout aura été conçu et préparé en amont avec eux, lorsqu'il faut attendre environ 5 ans pour créer un tel écosystème sous nos latitudes selon le concept de permaculture.
- Les exploitants présents sur le site percevront une indemnité d'éviction calculée selon les barèmes officiels leur permettant de racheter des terres équivalentes.
- Les questions des exploitants et des modes de commercialisation des productions sont réfléchies concomitamment à la conception du projet.
- La commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole repose sur la même problématique que celle des produits de carrière, à savoir distribuer les marchés locaux.
- La demande en produits bio et/ou locaux ne cesse d'augmenter.
- En 2020, la part des produits bio dans les restaurants collectifs devra être de 20 %.
- Un marché potentiel actuel de 600 à 700.000 habitants dans un périmètre de 30 km.
- C'est un projet novateur : l'étude d'un réaménagement de carrière en terrain agricole exploité selon la méthode de la permaculture est une première mondiale.



Les sujets de réflexion

Quelles productions

- Elles seront définies dans le « design » du projet, en fonction des souhaits émis par chacune des parties prenantes.
- Pistes évoquées complémentaires au maraîchage : céréales, vergers, fruits rouges, élevage de volailles, ruches... Tout est possible.

Quels exploitants

- Il est indispensable que le projet soit construit avec les exploitants présents sur le site et ceux-ci seront impliqués en priorité.
- D'autres pourront être recherchés, notamment via l'école de formation du Bec Hellouin. Il pourra s'agir de producteurs déjà installés qui veulent muter en termes de pratique agricole, de jeunes agriculteurs qui ne trouvent pas de terre ou encore de personnes qui souhaitent se reconverter.

Quid de l'accompagnement des exploitants

- SPS pourra financer la formation des exploitants locaux à défaut de prise en charge par l'état, les collectivités...
- Pour ce qui concerne le fonctionnement des exploitations, on peut envisager une structure de forme à définir qui mutualisera les fonctions administratives, comptables, logistiques, commerciales etc.

Quels débouchés locaux

- Vente sur place : boutique mutualisée ou distributeurs alimentés par chaque exploitant.
- Collectivités
 - o Se pose ici le problème du prix des matières premières, même si de nouvelles habitudes de transformation peuvent pallier ce surcoût, à condition que le personnel concerné soit accompagné dans ce changement.
 - o Attention aussi aux contraintes réglementaires auxquelles sont soumises les collectivités et les procédures à respecter dans la passation des marchés.
- Marché spécifique des céréales : réfléchir au circuit des boulangers qui sont à la recherche de farines bio pour répondre là aussi à la demande croissante de pains et pâtisseries bio.



- Atelier de transformation sur le site.
- Utiliser l'existant
 - o coopérative de Criquebeuf qui aujourd'hui ne tourne qu'avec deux producteurs locaux
 - o conserverie des Hauts-Prés

Quelles activités connexes

- Atelier de transformation
- Ferme pédagogique
- Restauration
- Centre de formation à la permaculture
- Accueil de stagiaires (sur les exploitations, l'atelier de transformation)

Le calendrier

- **Prochaine réunion le jeudi 3 mars : RV à 9h00** en mairie de Martot et déplacement sur le site.
- La réunion de travail consistera ensuite à :
 - o Recueillir les avis et suggestions de chacun, quels qu'ils soient. L'objectif est de laisser libre cours à son imagination, tout pourra être envisagé, transformé, adapté...
 - o Dresser l'état des lieux des structures existantes sur lesquelles le projet pourra s'appuyer.
 - o Lister les autres parties prenantes concernées par le projet.
- Définition du « design » du projet lors de la troisième réunion, le jeudi 10 mars.



Projet « La Marasse » - Volet réaménagement
Cellule de concertation préalable du 10 mars 2016
Compte-rendu

Objectif

Echafauder un projet de répartition des différentes productions sur le site.

Participants

François Charlier	Maire de Martot
Marjorie Labiffe	Maraîchère et conseillère municipale Mairie de Martot
Thierry Delamare	Mairie de Criquebeuf-sur-Seine
Pierre Dumont	Adjoint au Maire de Criquebeuf-sur-Seine
Jérôme Jeannot	Directeur des services techniques Mairie de Caudebec-les-Elbeuf
Valérie Auvray	Adjointe au Maire d'Elbeuf
Perrine Hervé-Gruyer	La Ferme du Bec Hellouin
Philippe Sauvajon	Enviroscop
Thierry Jardel	SPS
Virginie Crenn	SPS
Christine Courillon	Balkis.com'

Retour sur quelques généralités du projet

- *Le financement de la formation des producteurs*
 - o Les premiers terrains ne seront pas restitués avant 2022/2023 (pour un début d'exploitation en 2019). Il faudra attendre la validation administrative du dossier avant de présenter le projet aux collectivités en vue d'obtenir des financements qui, par ailleurs, seront dépendants du statut des porteurs de projet.
 - o A noter également que tant que le site sera exploité en carrière, il s'agira d'un contrat de sous-traitance entre SPS et l'exploitant agricole pour entretenir le terrain après restitution partielle.



- *Le regroupement commercial*

Il sera intéressant, quand le projet sera avancé, d'organiser une visite d'un modèle économique de ce type par le comité de pilotage. Ont été cités à titre d'exemples Bois-Guillaume où 3 personnes sont employées pour la vente des produits et l'atelier de transformation, ainsi que Manosque où des producteurs locaux se regroupent pour faciliter la commercialisation de leurs productions.

Les différentes hypothèses de productions

- *La nappe phréatique*

L'étude hydrologique montre que l'exploitation du gisement n'atteint pas la nappe. Le champ captant se situe sous la zone forestière. Voir les 2 points les plus bas sur la carte.

- *La conduite de gaz*

Une bande de 10 m de chaque côté de la conduite sera neutralisée.

- *Le Merlon*

- Il sera d'une hauteur de 6 m sur toute la bande des 100 m, hauteur qui pourra être réduite au réaménagement final.
- Il aura une utilité acoustique mais pourra aussi avoir une vocation paysagère.
- Son emprise au sol sera de 15 m. Il sera cultivé s'il est conservé après exploitation de la carrière. Dans le cas contraire, l'emprise des 15 m au sol sera aménagée de façon productive.
- Il aura un effet micro-climatique et protégera des vents dominants.
- L'espace entre le merlon et la limite du périmètre pourra être cultivé de céréales en agroforesterie ou planté d'engrais verts.
- Ne faut-il pas associer les riverains concernés dans cette réflexion ?

- *L'accès aux parcelles par les exploitants*

- A définir en fonction des besoins des exploitations en tenant compte du matériel d'irrigation.
- L'élaboration de ce projet est peut-être l'occasion de revoir la répartition des parcelles agricoles entre les différents producteurs.

- *La localisation des bâtiments*

Elle sera dépendante de l'accord ou non du propriétaire des terrains situés sur la partie sud du site quant à la destination de ses terrains. Les bâtiments pourront être :

- Idéalement côté Saint-Pierre afin de bénéficier du parking existant sur le terrain de l'ONF et d'une meilleure visibilité du fait de la notoriété du site de la Mare Asse. Il faudra dans ce cas prévoir un agrandissement du parking.
- Ou côté des Fiefs, en aménageant le chemin utilisé aujourd'hui par les maraîchers.



- *L'irrigation*
Prévoir des aménagements pour les terres situées au sud du terrain.
- *La clôture*
 - o Une clôture sera installée tout autour de l'exploitation.
 - o Elle sera complétée d'une haie d'épineux les résidus de taille serviront de ressource organique.
- *Les zones de maraîchage*
 - o *Partie nord du site en maraîchage pour moitié.*
 - o *2 parcelles en partie sud.*
- *L'apiculture*
 - o Les ruches devront être peu éloignées des vergers et des zones de maraîchage, placées au soleil et à l'abri du vent.
 - o Il faudra les maintenir à distance des habitations.
- *L'aviculture*
 - o A combiner avec les vergers.
 - o Le long de la bande des 10 m de la conduite de gaz.
 - o La localisation du bâtiment sera définie plus précisément lors de l'élaboration des différents scénarii de design.
- *Les serres*
 - o A prévoir le long du merlon. Si elles sont semi-enterrées, il faudra argumenter le dossier pour permettre de laisser un front vertical dans le réaménagement.
 - o L'installation de panneaux photovoltaïques sur les serres a été évoquée, ils permettraient de rendre les serres autonomes en énergie.
- *Activités grand public sur la partie sud du site*
 - o Cueillette.
 - o Jardins communautaires à vocation pédagogique.
 - o Les jardins ouvriers ne paraissent pas pertinents en l'état actuel du fait de l'aspect commun des jardins productifs chez les particuliers.

En dehors de l'impact sur la surface agricole généré par ces activités, elles ne pourront être envisagées qu'après avoir présenté l'intégralité du projet au propriétaire des terrains concernés. Il est prévu que SPS le rencontre rapidement.

- *Un peu d'histoire...*
 - o Faire des recherches auprès de la Société d'Histoire d'Elbeuf et des Archives Départementales sur les types de productions au cours des dernières décennies.



Le calendrier

- Les 3 premières réunions ont permis aux parties concernées de s'exprimer sur leurs attentes, leurs besoins et leurs projets, qu'il s'agisse des élus, des représentants des collectivités, des producteurs et de l'exploitant de la carrière.
- Il s'agit désormais d'avancer sur les différents projets ébauchés, qu'il s'agisse des productions agricoles, de leur commercialisation (même si ce volet n'incombe pas à SPS), des suivis scientifiques et partenariats à mettre en place...
- Il va falloir intégrer dans les semaines à venir d'autres acteurs afin de pouvoir constituer des groupes de travail qui fonctionneront par thématique.
- Pour ce qui concerne la conception du design :
 - o Une version d'aménagement global de l'espace sera élaborée sans précision sur les localisations des productions et leurs connexions.
 - o D'autres versions du projet détailleront les différents systèmes de production adaptés à la conjoncture actuelle.
Elles seront en annexe du dossier administratif de demande d'exploitation déposé par SPS.
Ces différentes versions ne constitueront pas un engagement contractuel sur le volet du réaménagement du fait de l'évolution potentielle des besoins en productions, du marché et des porteurs de projets.
L'engagement de SPS portera sur l'aménagement des terrains en fonction du design qui sera définitivement validé, hors bâti et serres (plantations, aménagements topographiques, haies, création de retenues d'eau...).
- Un projet de design sera présenté lors de la prochaine réunion fixée le **jeudi 12 mai 2016 à 9h30 à la mairie de Martot**. Il s'agit d'une première étape cruciale dans la conception du projet et la présence des maires d'Elbeuf, Caudebec et Saint-Pierre est fortement et unanimement souhaitée.



Projet « La Marasse » - Volet réaménagement
Cellule de concertation préalable du 12 mai 2016
Compte-rendu

Participants

François Charlier	Maire de Martot
Marjorie Labiffe	Maraîchère et conseillère municipale Mairie de Martot
Yves Labiffe	Maraîcher - Martot
Pierre Dumont	Adjoint au Maire de Criquebeuf-sur-Seine
Jérôme Jeannot	Directeur des services techniques Mairie de Caudebec-les-Elbeuf
Valérie Auvray	Adjointe au Maire d'Elbeuf
Perrine Hervé-Gruyer	La Ferme du Bec Hellouin
Philippe Sauvajon	Enviroscop
Guillaume Desmarest	SPS
Thierry Jardel	SPS
Virginie Crenn	SPS
Christine Courillon	Balkis.com'

Retour sur la réunion du 10 mars 2016

Compte-rendu approuvé.

Précision sur la durée du dossier qui sera déposé par SPS

SPS déposera fin 2016 une demande d'autorisation pour une exploitation de 12 années au lieu des 10 précédemment évoquées pour, du point de vue de la production de granulats, s'adapter au marché et, du point de vue du réaménagement, assurer une meilleure reprise agricole en se laissant du temps pour la remise en culture.



Compte-rendu du RV de SPS avec Mme Bellanger, propriétaire de l'autre parcelle concernée par le projet, et de son fils, exploitant des terrains

Mme et M. Bellanger ont favorablement accueilli ce projet. A noter cependant que M. Bellanger sera en retraite à l'issue de l'exploitation de la carrière et qu'il n'a pas de repreneur à ce jour. Il souhaite néanmoins être associé aux réflexions et est tout à fait d'accord pour être accompagné dans le changement de ses méthodes de production et revoir le découpage des parcelles en cohérence avec le design permaculturel qui sera élaboré. Il a par ailleurs une bonne connaissance des appels d'offres publics en restauration collective pour en pratiquer régulièrement, des relations avec la grande distribution locale et la coopérative de Martot.

Le projet de design élaboré à l'issue de la réunion du 10 mars 2016

Voir PJ n° 1 et photomontage PJ n° 2

Élément nouveau par rapport à ce projet : SPS réfléchit au positionnement du convoyeur de sorte qu'il ne coupe plus en diagonale la zone de maraîchage mais suive une trajectoire longeant cette zone.

Présentation des coupes post-exploitation avec et sans haie en bord de route

C'est l'option avec haie en bord de route (Page 2 de la PJ n° 3) qui est retenue pour atténuer la visibilité du site pendant l'exploitation et favoriser sa sécurisation pendant et après l'exploitation.

Pour ce qui concerne la hauteur de la haie (PJ n° 4), privilégier une taille qui permettra d'avoir une vue sur le site après réaménagement, en s'adaptant à l'existant puisque la haie est présente partiellement et est localement haute, probablement du fait du souhait du riverain.

Diffusion du film sur l'expérience de la cantine scolaire de la commune de Mouans-Sartoux (06)

Cette commune s'est fixée comme objectifs de servir une nourriture gustative, équilibrée, qui respecte la santé de l'enfant et ait un enjeu éducatif. Elle a fait le choix d'une cantine par école (3 sur la commune) avec des repas préparés sur place à partir de produits exclusivement frais, bruts et 100 % bio.

Pour palier la difficulté d'approvisionnement en produits locaux, la commune a créé une régie agricole municipale aujourd'hui autonome à 80 % pour ses besoins en légumes. D'un point de vue économique, la sensibilisation et l'éducation des enfants au non-gaspillage alimentaire et le respect de la saisonnalité des produits consommés ont permis de maîtriser le coût moyen du repas.



Les menus, quant à eux, sont élaborés d'une semaine sur l'autre par l'agriculteur, salarié de la commune, et le responsable de cuisine en fonction de la maturité des productions et des quantités disponibles.

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=StzhZJ7Im28&feature=youtu.be>

L'adaptation de ces méthodes au projet de Martot nécessite un changement fondamental des pratiques, qu'il s'agisse de la gestion du personnel, de l'évolution des mentalités, des habitudes alimentaires et des relations avec les parents d'élèves. Ce travail de longue haleine ne pourra pas s'envisager sans une très forte volonté politique.

Il est évoqué la piste de la Régie des 2 Airelles à Louviers, pour qui la production de maraîchage plein champs pourrait être adaptée. Cette régie prépare les 1100 repas des cantines scolaires de la ville avec une priorité donnée aux produits locaux et bio.

Lien : <http://www.ville-louviers.fr/la-vie-quotidienne/ecoles/restauration-scolaire>

L'évolution de la consommation alimentaire de produits biologiques

Voir le document émanant de la Chambre d'Agriculture Normandie de Juillet 2015 (PJ n° 5) qui démontre que, même s'il reste des écueils à combler en termes de logistique et de distribution de produits locaux notamment, la demande en produits bio augmente d'année en année, avec une très forte proportion pour les fruits et légumes.

Constitution des groupes de travail

Le groupe de travail sur les partenariats doit être lancé en priorité afin de se faire accompagner sur des sujets spécifiques et garantir la crédibilité de la démarche globale du projet.

- Pour l'aspect biodiversité : la LPO dont SPS est déjà partenaire depuis plusieurs années.
- Pour l'aspect agronomique : l'école d'ingénieurs ESITPA de Rouen. Il n'y a pas d'intérêt en l'état actuel du dossier à intégrer aux réflexions la Chambre d'Agriculture, le GRAB, les Défis Ruraux... A noter toutefois que le projet leur sera présenté avant le dépôt du dossier en préfecture.
- Associer le monde citoyen par le biais de la MJC d'Elbeuf, très active et reconnue localement sur toutes les questions liées au développement durable. Contact (initié par Valérie Auvray) : Nathalie Cordier.

Participants du comité de pilotage : Perrine Hervé-Gruyer et Virginie Crenn. Valérie Auvray pourra être sollicitée ponctuellement. D'une manière générale, tous les membres du comité de pilotage seront informés des échanges avec les partenaires.



Autres groupes de travail à constituer après l'obtention de l'AP (courant 2018)

- Les débouchés commerciaux et l'implication des collectivités.
- La pédagogie autour du projet (avant, pendant et après) : la MJC devra être intégrée aux discussions.
- L'accompagnement des exploitants.
- La gouvernance du projet : le pilotage, la mutualisation des moyens et des services.
- Les financements publics
- La communication

Sujets pour lesquels il conviendra d'associer les 2 collectivités impliquées par les bassins de vie du projet, la Métropole Rouen Normandie et la Communauté d'Agglomération Seine-Eure.

Prochaines étapes

- Présenter le projet aux maires de Saint-Pierre les Elbeuf, Elbeuf, Caudebec les Elbeuf (RV indépendants les uns des autres).
- Prochaine réunion du comité de pilotage fin 2016 avant le dépôt du dossier par SPS.
- Communiquer au maire de Martot les données du projet à intégrer au PLUI qui sera validé d'ici à 2020.



MARTOT, La Marasse, Photomontage n°2

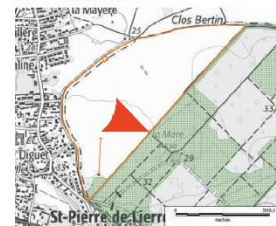
Point de vue original



Photomontage



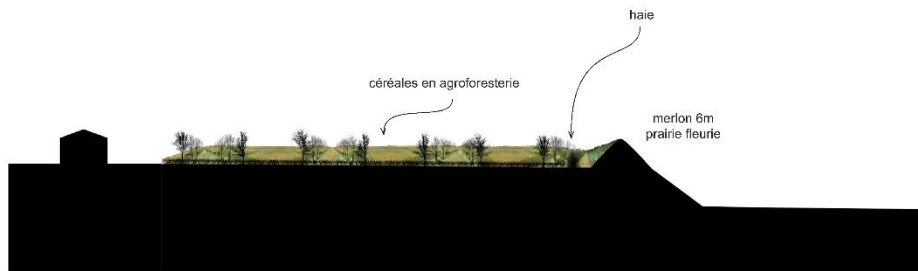
Localisation



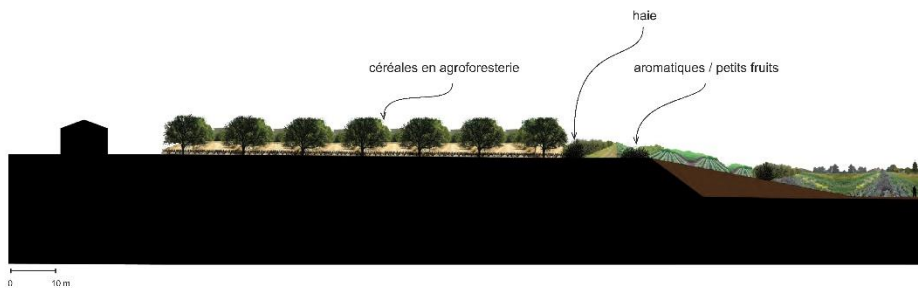
Modélisation 3D filaire

Variante 1 : sans haie en bord de voie

PJ n° 3



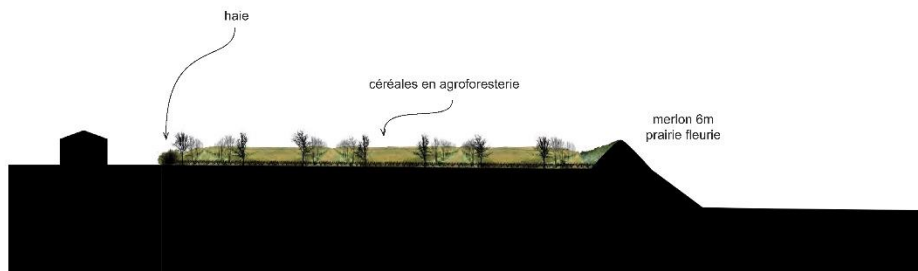
Exploitation



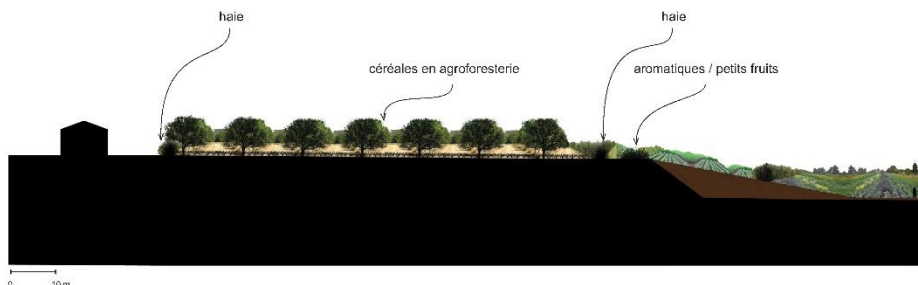
A près exploitation

SPS / la Marasse / C. BAILLY / document de travail / 09 mai 2018

Variante 2 : avec haie en bord de voie



Exploitation



A près exploitation

SPS / la Marasse / C. BAILLY / document de travail / 09 mai 2018

SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation

PJ n° 4



Haie basse (80 cm)



Haie moyenne (120 cm)



Haie haute (200 cm)



Juillet 2015

Consommation alimentaire de produits biologiques :

Où en est-on ?



En 2015, 88 % des Français ont consommé un produit bio (contre 75 % en 2013). 62 % déclarent en consommer au moins une fois par mois (contre 49 % en 2013), 23 % en consomment au moins une fois par semaine (contre 19 % en 2013), 10 % tous les jours (contre 9 % en 2013). Seulement 12 % des Français déclarent ne jamais consommer de produits bio (ils étaient 46 % en 2003).

Les raisons de consommer bio sont diverses mais essentiellement axées sur la santé, la protection de l'environnement, le goût et la qualité des produits. Les fruits et légumes demeurent les produits bio les plus plébiscités, devant les produits laitiers.

La consommation alimentaire bio : un marché de plus de 5 milliards d'euros en 2014

En 2015, 62 % des Français consomment un produit bio au moins une fois par mois.

La demande des Français pour les produits alimentaires issus de l'agriculture biologique progresse. Après 12 années d'études¹, cette proportion est la plus importante jamais observée en France (ils étaient seulement 37 % en 2003).

En 2014, le marché des produits alimentaires bio en France (consommation par les ménages à leur domicile) **est estimé à 4,83 milliards € TTC²** (+ 10 % par rapport à 2013). La consommation de produits bio à domicile est estimée à 2,5 % du marché alimentaire total (contre 1,3 % en 2007).

Le marché alimentaire bio est structurellement en augmentation. Avec une croissance moyenne de l'ordre de 10 % par an des achats par les ménages de 1999 à 2005, tous secteurs de produits confondus, la croissance s'est accélérée en 2006. De 2007 à 2012, le marché a doublé. Il a progressé de près de 20 % entre 2012 et 2014.

La part de marché des produits bio par rapport aux produits non bio est plus ou moins importante suivant les secteurs. En valeur, elle est de près de 20 % s'agissant des œufs et de près de 12 % pour le lait. Elle est de l'ordre de 7 % pour les 14 fruits et légumes frais les plus consommés en France (hors agrumes).

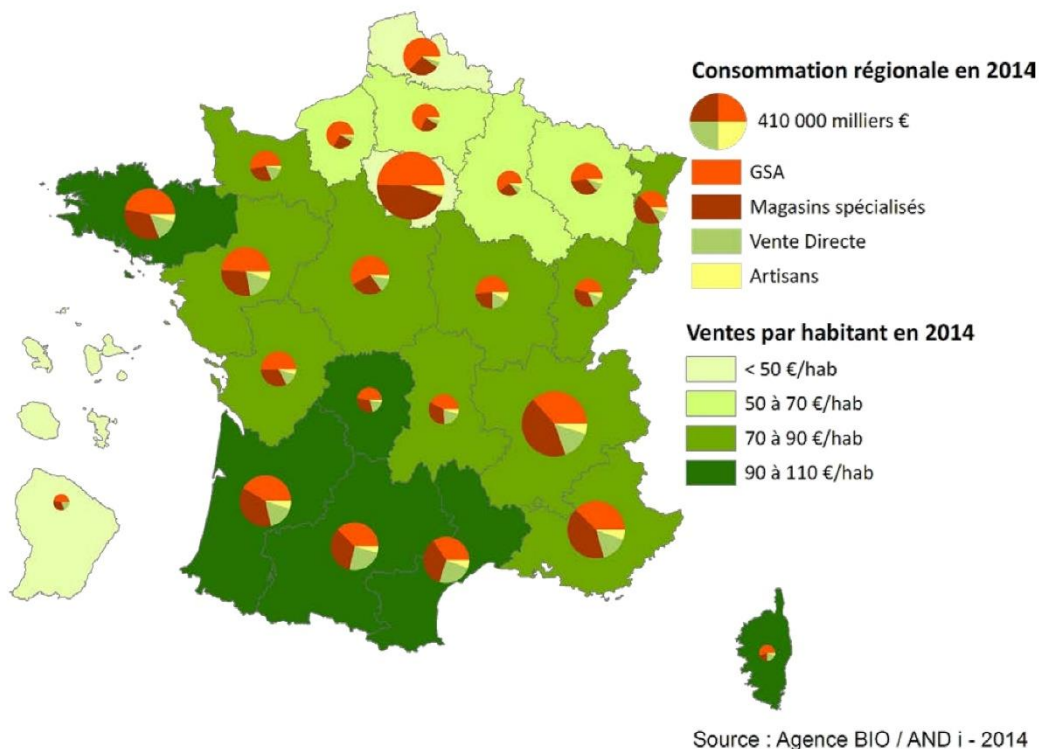
La valeur des achats de produits ou ingrédients bio (hors pain) servis en restauration collective atteint 191 millions € HT en 2014 (+ 11 % par rapport à 2013).

L'ensemble porte la consommation totale de produits alimentaires bio à un peu de plus 5 milliards € en 2014 en intégrant les achats pour la restauration collective (non compris les achats effectués dans le cadre de la restauration commerciale où les produits bio apparaissent progressivement).

¹ Pour sa 12e édition, le Baromètre Agence Bio – CSA 2015 s'appuie sur une étude quantitative réalisée on line, du 22 au 28 janvier 2015 auprès d'un échantillon de 500 personnes de 18 ans et plus, représentatif de la population française (en termes de sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, région et taille d'agglomération de résidence).

² Agence BIO / AND-International

Répartition régionale et par circuit de distribution des ventes de produits biologiques en 2014



Les achats de produits bio ont progressé sur l'ensemble du territoire. Les achats de bio par habitant demeurent contrastés. La place des différents circuits de distribution est aussi variable entre les régions.

Des consommateurs fidèles

La bio recrute de nouveaux consommateurs. Début 2015 : on compte 28 % de consommateurs bio de moins de 2 ans (contre 15 % en 2013 et 10 % en 2012). L'ancienneté moyenne de la consommation de produits bio globale est de 7 ans.

Consommer bio pour préserver sa santé

En 2015, les principales motivations pour consommer des produits alimentaires bio sont :

- la préservation de **la santé** (62 % contre 65 % en 2014)
- la préservation de **l'environnement** (57 % contre 49 % en 2014)
- **la qualité et le goût des produits** (48 % contre 56 % en 2014)
- **la sécurité**, le fait que ces produits soient "sains" (47 % contre 46 % en 2014)

Les raisons éthiques (27 %), le bien-être des animaux (23 %), la plus grande disponibilité des produits bio dans les lieux d'achat habituels (14 %), les habitudes familiales (13 %), le fait d'avoir des enfants (9 %) sont des raisons également citées.

Consommer bio entraîne une modification des habitudes qui porte essentiellement sur :

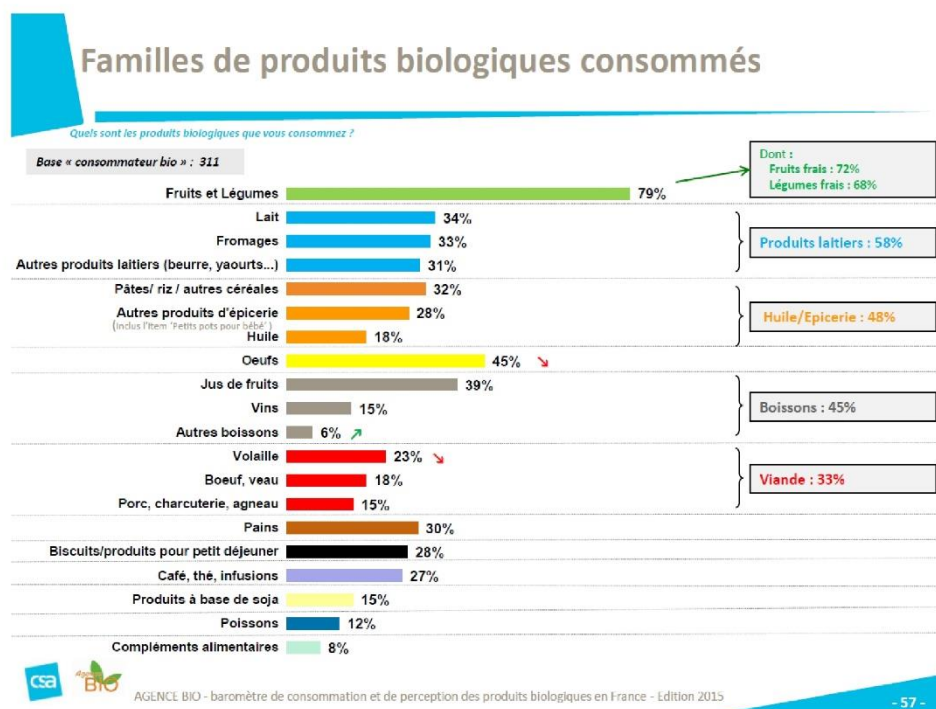
- le développement des **achats de produits de saison** (67 %)
- une **part plus importante accordée aux produits frais** (62 %)
- **la réduction des pertes/du gaspillage** (57 %)
- le **développement des achats de produits en vrac** (47 %)

Et pour ceux qui n'en consomment pas (ou qui en consomment peu souvent), les principales raisons évoquées sont :

- des prix trop élevés (56 %)
- le manque de "réflexe" d'achat (17 %)
- l'offre en produits bio ne correspond pas à leurs besoins (5 %)
- le manque d'information sur les produits bio (5 %)
- les produits bio sont difficiles à trouver dans leur magasin habituel (5 %)
- le manque de confiance concernant les produits biologiques (4 %)
- le non-intérêt pour les produits bio (4 %)

Les fruits et légumes : n°1 de la consommation bio

Comme les années précédentes, **les produits bio les plus fréquemment consommés en 2015 sont : les fruits et légumes** (par 79 % des consommateurs bio), les produits laitiers (58 %), les produits d'épicerie : huile, pâtes, riz... (48 %), les œufs (45 %). Viennent ensuite , les boissons : jus de fruits, vin (45 %), la viande (33 %), le pain (30 %), les produits pour le petit déjeuner (28 %), le thé, café, infusions (27 %), les produits à base de soja (15 %), le poisson (12 %) et les compléments alimentaires (8 %).



En 2015, les produits les plus recruteurs de nouveaux consommateurs bio (consommateurs bio depuis moins d'un an) sont : l'huile, le vin, les compléments alimentaires.

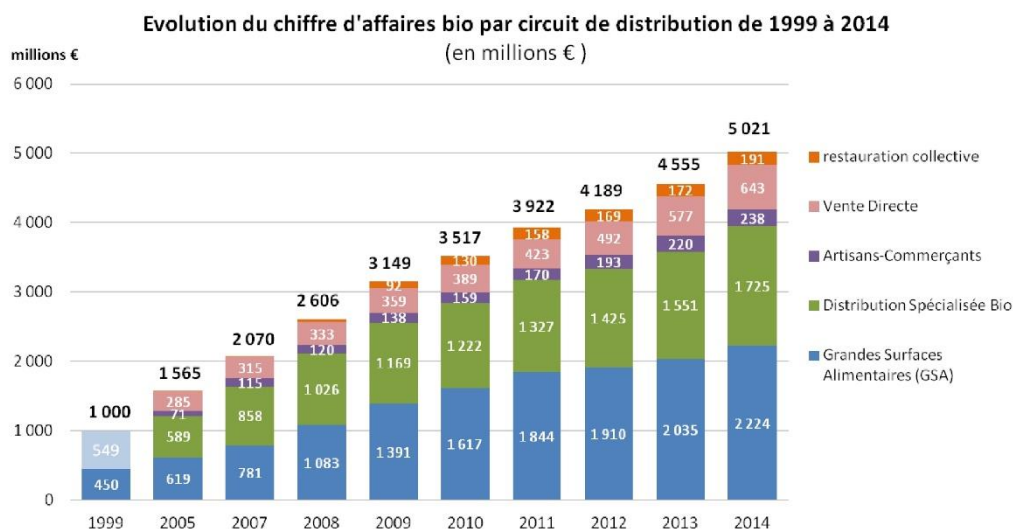
On note également le développement des ventes des produits biologiques autres qu'alimentaires. En 2015, 67 % des français ont acheté au moins un "produit biologique" autre qu'alimentaire (produit vaisselle, lessive, produits cosmétiques et d'hygiène, produits de jardinage utilisables en bio, textile bio...) contre 45 % en 2013.

Lieux d'achat des aliments bio : les grandes surfaces incontournables (en actes d'achat) :

- les grandes surfaces demeurent incontournables (80 % des consommateurs bio y réalisent leurs achats en 2015), principalement pour les biscuits, les produits pour le petit déjeuner, le café/thé/infusion, le lait, les jus de fruit, les fromages et autres produits laitiers, les autres produits d'épicerie, les œufs.
- les marchés (29 % en 2015), principalement pour les fruits et légumes frais, les fromages.
- les magasins spécialisés en réseau ou indépendants (25 % en 2015), principalement pour les pâtes, riz et autres céréales, les autres produits d'épicerie, le pain, le café/thé/infusion, les biscuits, les produits pour le petit déjeuner, les autres produits laitiers.
- la vente directe à la ferme (20 % en 2015), principalement pour les volailles, les œufs.
- les artisans : boulanger, boucher (18 % en 2015) pour le pain, les volailles et les viandes.
- le drive (5 % en 2015), principalement pour les biscuits, les produits pour le petit déjeuner, les jus de fruit, les pâtes, riz et autres céréales, les autres produits laitiers, le lait.

En terme de chiffre d'affaires (sommes dépensées), les principaux circuits de commercialisation pour les produits bio sont (année 2014) :

- les grandes surfaces alimentaires (46 %)
- les magasins spécialisés bio en réseau (28 %)
- les magasins spécialisés bio indépendants (8 %)
- la vente directe du producteur au consommateur (13 %)
- les artisans – commerçants et magasins de vente de produits surgelés (5 %)



Source : Agence Bio / AND i 2014

76 % des produits bio consommés en France proviennent de France

S'agissant de la part des approvisionnements externes à la France, en moyenne, tous secteurs confondus, la valeur des produits bio consommés en France et provenant de l'étranger est estimée à 24 % en 2014 (contre 38 % en 2009). La quasi-totalité des viandes et volailles, des œufs, du lait, des produits laitiers et du vin proviennent de France.

Les approvisionnements externes sont composés (12 % origine UE et 12 % origine non UE) :

- pour près de la moitié des importations : de produits exotiques (café, thé, cacao, bananes et autres fruits...) ou de produits non disponibles en bio sur le territoire français (sucre consommé en l'état ou comme ingrédient) et de spécialités gastronomiques étrangères (exemple : fromages d'appellation d'origine italienne) ;

SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation

- pour 1/5 de produits peu ou très peu disponibles en France (riz, produits aquacoles, agrumes méditerranéens...), avec des perspectives d'augmentation de l'offre française à moyen terme ;
- pour près d'un tiers par des achats extérieurs relais de l'offre française et/ou des compléments de gamme (céréales et produits qui en découlent, fruits et légumes tempérés frais ou transformés...).

Parallèlement, la France est également "exportatrice" de produits biologiques (y compris les ventes dans les Etats membres de l'Union européenne). En 2014, les exportations françaises de produits bio sont estimées à 435 millions d'euros contre 309 millions d'euros en 2012. Elles sont essentiellement constituées de vins bio (les 2/3).

Davantage d'informations sur le site de l'Agence bio :
<http://www.agencebio.org/comprendre-le-consommateur-bio>

Sophie CHAUVIN, Chambre régionale d'agriculture de Normandie
sophie.chauvin@normandie.chambagri.fr

Pour le réseau Agriculture biologique des Chambres d'agriculture de Normandie
<http://www.normandie.chambagri.fr/bio.asp>

SPS

Réunion du 19 février 2018

Cette réunion, qui s'est tenue en mairie de Martot, avait pour objectif de présenter :

- la restitution de la démarche de concertation menée par SPS auprès des riverains de Saint-Pierre-lès-Elbeuf,
- le projet de dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière qui sera déposé par SPS courant avril 2018.

Etaient présents :

- Commune de Martot
M. François Charlier - Mmes Marie Gommé et Sabine Steenstrup,
MM. Maurice Duruflé et Michel Quenneville, conseillers municipaux
- Commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf
M. Patrice Desanglois - Mme Mireille Bault et M. Gérard Leguillon, adjoints au Maire
- Commune de Criquebeuf-sur-Seine
M. Pierre Dumont, adjoint au Maire
- Commune de Caudebec-lès-Elbeuf
M. Jérôme Jeannot, Directeur des Services Techniques
- Marjorie et Yves Labiffe, agriculteurs
- Communauté d'Agglomération Seine Eure (CASE) :
Mme Anne Terlez, Vice-Présidente, Politique de la Ville et Transition énergétique. ANRU, Santé, Politiques Publiques Durables
- SPS
Mme Virginie Crenn et M. Thierry Jardel
- Balkis.Com'
Mme Christine Courillon

RESTITUTION DE LA DEMARCHE DE CONCERTATION

Cinq réunions ont rythmé les échanges :

- une première en octobre 2016 dans le cadre de la visite de la carrière actuelle qui présente un contexte comparable à celui du projet,
- quatre autres rencontres entre février et octobre 2017 à Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

Un cabinet spécialisé est intervenu dans cette démarche de concertation que SPS souhaitait innovante et supposait l'implication des riverains à différents stades des échanges par :

- l'expression de leurs attentes avec notation des différentes thématiques du projet,
- des propositions d'aménagement du projet argumentées,
- une évaluation en commun des différents scénarii pour aboutir à un projet tenant compte des demandes des riverains, des contraintes de SPS et de la réglementation.

Or, une partie des riverains réunis en collectif, emmené par un noyau dur de trois personnes focalisées dès la première réunion sur un seul point du dossier, la distance de recul de l'exploitation par rapport aux habitations, n'a pas adhéré à cette démarche. De ce fait, ils n'ont pas joué le jeu de la notation des différentes thématiques de façon constructive et n'ont pas accepté de participer à l'évaluation des différents scénarii du projet. Il ne s'agissait alors plus pour eux d'une démarche de concertation mais d'une négociation.

Avec l'aide du cabinet spécialisé dans cette approche de concertation et garant de la démarche, SPS a pu maintenir sa position. Cela a permis de répondre point par point à chacune des questions posées par les riverains. Etaient notamment évoquées celles liées au bruit et à l'impact de l'activité sur la valeur de l'immobilier, pour lesquelles les réponses ont été apportées lors de la réunion de clôture en octobre par la présence de deux intervenants :

- un expert acousticien, M. Pierre Duclos, qui a réalisé une contre-expertise de l'étude initiale réalisée par le bureau d'études Encem, qui en a validé la méthode employée, tant en termes d'équipement et de logiciel utilisés que du respect des normes, ainsi que les résultats ;
- un expert immobilier, M. Philippe Adam, dont l'étude sur l'impact et les conséquences de l'implantation d'une carrière sur le marché de l'immobilier local a conclu que rien ne démontrait qu'un tel projet impactait le prix du foncier.



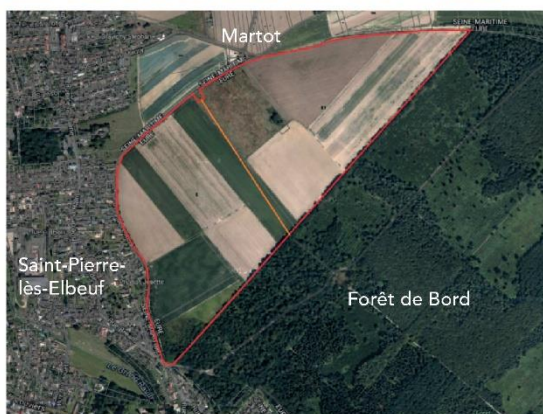
Cette dernière réunion fut l'occasion également de faire intervenir Mme Perrine Hervé Gruyer, experte en permaculture sur laquelle SPS s'est appuyé pour concevoir le volet réaménagement. Son intervention a permis de présenter les grands principes de la permaculture et son application au projet de réaménagement de la carrière.

Au final, les études réalisées et les échanges ont permis à SPS de construire un projet tenant compte en partie des demandes des riverains, et le compromis auquel SPS est arrivé a satisfait la majorité de ceux qui avaient exprimé au départ de vives inquiétudes.

Il est important de préciser que la concertation ne prend pas fin après cette phase d'échanges en 2017, le dialogue se poursuivra en effet tout au long de l'exploitation, notamment dans le cadre de la Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS). A noter qu'avant même la création de cette commission, une rencontre a été programmée avec les riverains le 16 avril prochain en collaboration avec la mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf avec pour objet la visite de la Ferme du Bec Hellouin.

A l'issue de cette première partie de la réunion, Monsieur Patrice Desanglois a tenu à saluer l'approche très intelligente de SPS vis-à-vis de la commune et des riverains ainsi que le courage et la patience de l'industriel à maintenir le calendrier de réunions prévu malgré le manque d'adhésion des riverains. Au final, excepté 3 ou 4 d'entre eux, les habitants ont compris quel était le projet de SPS.

LES GRANDES LIGNES DU PROJET



Les enjeux

- Le caractère indispensable des sables et graviers nécessaires à l'aménagement et au développement socio-économique du territoire.
- La conformité au PLU de Martot et au Schéma Départemental des Carrières.
- La valorisation des terrains agricoles.
- Le maintien de l'activité d'une entreprise présente depuis 45 ans qui génère 18 emplois directs et confie un grand nombre de ses travaux de sous-traitance à des entreprises locales.

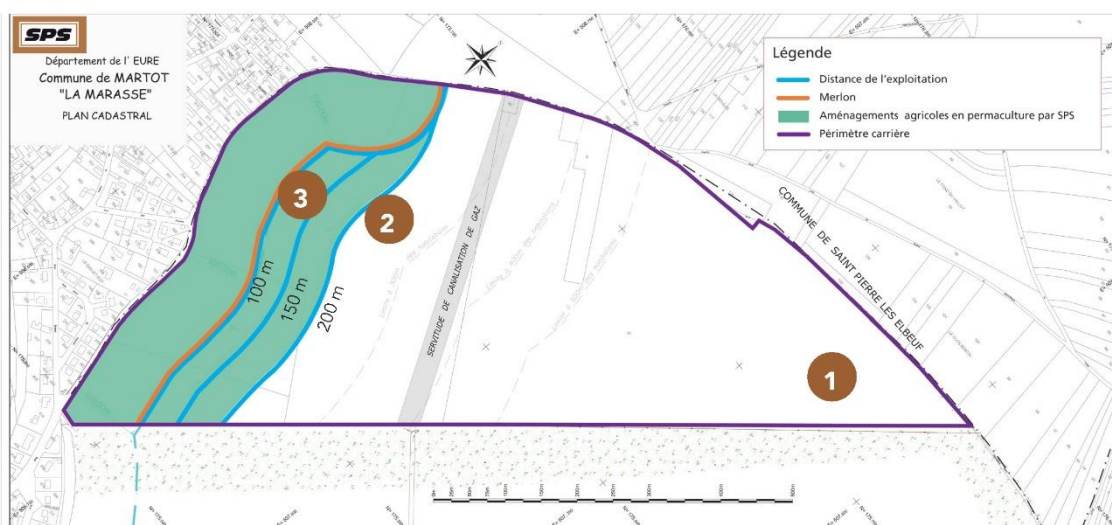
L'exploitation

- Le projet porte sur un périmètre de 40 hectares dont environ 30 exploitables pour une production moyenne annuelle de 300.000 tonnes de sables et graviers.
- La demande d'autorisation est sollicitée pour 12 ans, réaménagement compris.
- Les horaires des travaux d'extraction et de décapage ont été adaptés en fonction de la proximité des habitations.
- Elle n'entraînera pas de trafic routier supplémentaire : pas d'activité commerciale sur le site et transfert des matériaux extraits vers l'installation de traitement par bande transporteuse.
- Elle sera planifiée sur une base de 11 phases annuelles et une année pour terminer le réaménagement. Le gisement sera exploité, dans la mesure du possible, en même temps que celui des Fiefs Mancels jusqu'en 2026 afin d'optimiser les équilibres qualitatifs des gisements.



La distance de l'exploitation

- 1 L'exploitation débutera par la zone située à l'est de la conduite de gaz.
- 2 Elle s'arrêtera à 200 mètres des habitations.
- 3 Une poursuite éventuelle de l'extraction jusqu'à 150 ou 100 mètres sera décidée par la CLCS sur la base des résultats de suivi des premières années d'exploitation.

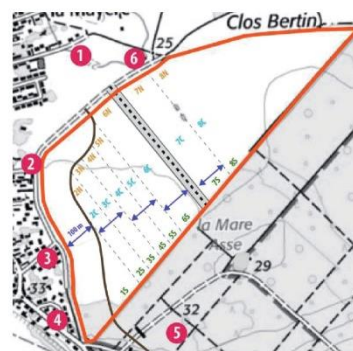


Les études réalisées, les impacts identifiés et les mesures associées

- Le projet est situé à proximité d'une zone d'habitation localisée sur la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, dont les riverains de la rue de la Mare Asse ont été invités à participer à la démarche de concertation.
- Les aménagements paysagers et acoustiques ont été conçus sur la base des études réalisées par des cabinets spécialisés en tenant compte des demandes exprimées par les riverains.

L'acoustique

- L'étude a été réalisée en 6 points, pour chaque étape d'exploitation.
- Les simulations ont été faites en examinant les conditions les plus défavorables pour SPS à l'opposé des vents dominants et avec tous les engins en fonctionnement simultané.
- Malgré la faiblesse du niveau acoustique actuel, il ressort de cette étude que l'impact de l'activité se situe en-dessous des seuils réglementaires.
- La contre-expertise a démontré que l'efficacité maximum du merlon de protection se situait à 100 m des habitations, avec une hauteur de 6 mètres, quelle que soit la distance retenue pour l'exploitation.
- Une question a permis de préciser que les engins utilisés étaient tous équipés de klaxon de recul à fréquence mélangée («cri du lynx») émettant un bruit rauque qui n'est entendu que lorsque l'on est situé à proximité et dans l'axe de circulation de l'engin.





Le paysage

- Une haie paysagère d'environ 3000 m linéaires constituée d'une grande diversité d'essences sera plantée en périphérie dès la première période favorable à la reprise des plants qui suivra l'obtention de l'autorisation préfectorale d'exploiter. Sa hauteur pourra être variable en bordure des habitations suivant les souhaits de chaque riverain. Les décisions seront prises en CLCS.
- Entre la haie paysagère et le merlon distant de 100 mètres, une zone d'environ 6 hectares sera cultivée en agroforesterie. Elle sera plantée dans le même respect de saisonnalité que la haie paysagère, en concertation avec Marjorie et Yves Labiffe, actuels exploitants, en fonction de leur projet et avec l'aide de spécialistes.

L'année à venir permettra de faire les études nécessaires et de croiser les informations avec d'autres organismes afin de statuer sur le choix des essences et la valorisation éventuelle du bois.

Simulations paysagères réalisées avec les différents aménagements proposés

Vue du rez-de-chaussée

Aujourd'hui



Simulation avec haie + agroforesterie + merlon



Vue du 1^{er} étage

Aujourd'hui



Simulation avec haie + agroforesterie + merlon





LE REAMENAGEMENT

- Le réaménagement choisi est de type agricole en permaculture.
- Il sera coordonné à l'exploitation, permettant ainsi une réappropriation plus rapide du site.
- Dès l'obtention de l'arrêté préfectoral, plus aucun pesticide ne sera utilisé sur l'intégralité du périmètre.

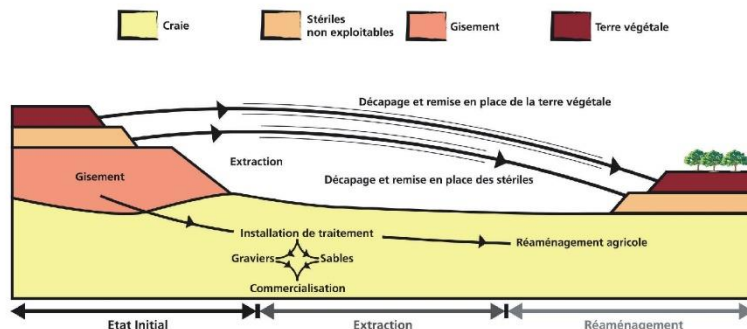
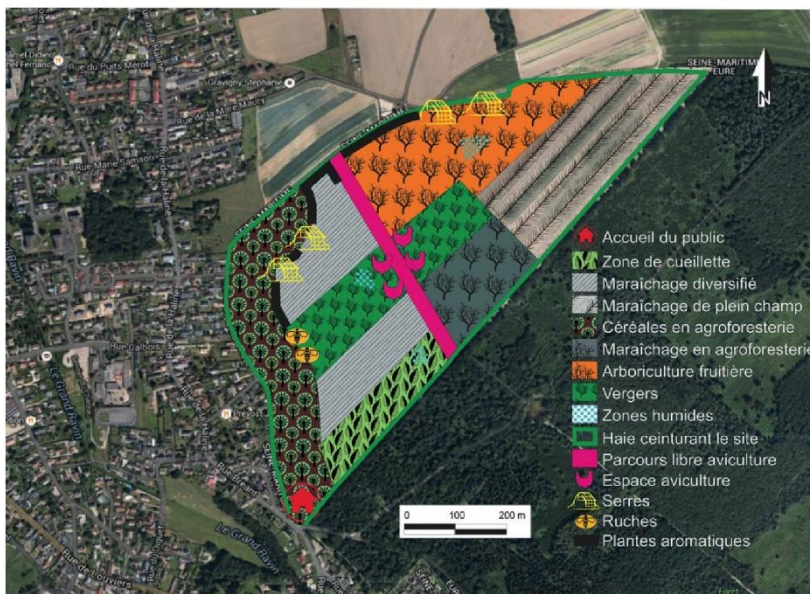


Schéma du principe du réaménagement coordonné.

La permaculture

Elle implique la combinaison de différentes productions interagissant entre elles, comme par exemple le maraîchage dit «de plein champ», le maraîchage diversifié, les vergers, l'arboriculture, les plantes à parfum aromatiques et médicinales, les petits fruits, une zone avicole ou encore une zone dédiée à l'accueil du public.

L'aménagement d'un projet agricole selon les principes de la permaculture nécessite la mise en place d'un outil de planification, appelé «design».





Exemple d'espace combinant arboriculture et maraîchage (photomontage)

- La réglementation prévoit théoriquement qu'un plan d'aménagement figé soit produit dans les dossiers de demande d'autorisation d'ouverture de carrière. Or, le projet de réaménagement de la Marasse pourra évoluer au gré de la demande des consommateurs et des souhaits des agriculteurs exploitants. C'est pourquoi l'Administration, qui soutient ce projet du fait de son intérêt pour le territoire, ne souhaite pas imposer de contrainte supplémentaire à SPS et accepte qu'il ne soit pas détaillé au-delà de la destination d'un réaménagement agricole en permaculture accompagné par des spécialistes et adapté en fonction des débouchés commerciaux.
- SPS sera en effet accompagné dans la mise en oeuvre de ce réaménagement par la Ferme du Bec Hellouin et d'autres partenaires spécialisés.
- Les agriculteurs seront formés et conseillés dans l'application des principes de la permaculture.
- La demande en produits bio est de plus en plus importante, qu'il s'agisse des consommateurs ou des collectivités. Pour autant, la création de la filière est à organiser.

Monsieur François Charlier est revenu sur ce dernier point. Si SPS prend en charge la partie agronomique du projet, c'est en effet sur la définition des filières qu'il va falloir travailler pour garantir une commercialisation des produits à leur juste prix.

LE CALENDRIER DE LA PROCEDURE

- Dépôt du dossier de demande d'autorisation en avril 2018.
- Instruction administrative.
- Enquête publique.
- Délibération du conseil municipal de Martot et avis des communes situées à proximité du projet.
- Avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).
- Arrêté Préfectoral.

⇒ Le début de l'exploitation n'est pas envisageable avant septembre 2019.



LE RETOUR D'EXPERIENCE

SPS souhaite réaliser un outil de communication pour capitaliser sur la conduite de ce projet innovant, tant en termes de méthode de concertation que de nature du réaménagement. Cette plaquette reviendra sur les différents aspects du projet :

- la validation technique du réaménagement agricole selon les principes de la permaculture,
- la volonté de SPS d'aller plus loin dans sa contribution au territoire,
- la construction du projet de territoire avec les élus et autres parties prenantes,
- la démarche inédite de concertation avec les riverains,

et pourra servir d'exemple lors de la construction d'autres projets influant l'évolution du territoire.

La publication de la plaquette est prévue lorsque SPS sera autorisé de manière définitive mais sa préparation est d'ores et déjà lancée. Elle sera élaborée à partir des témoignages des différents acteurs qui auront contribué à la réussite du projet : Perrine-Hervé Guyer pour l'intérêt du projet et la faisabilité du réaménagement, le cabinet spécialisé dans la démarche de co-construction du projet, la LPO, un riverain mais aussi MM. Charlier et Desanglois ainsi que Marjorie Labiffe qui seront invités, s'ils sont d'accord, à faire part de leur appréciation du projet par rapport à leur propre point de vue. La volonté de SPS d'aller plus loin dans la concertation et de construire un projet avec toutes les parties prenantes sera bien sûr également évoquée. L'administration, tenue par un devoir de réserve, ne pourra pas être citée. En revanche, le témoignage d'un(e) représentant(e) du territoire à identifier apporterait un éclairage complémentaire.

DISCUSSION

Madame Anne Terlez souligne le caractère innovant de ce projet qui mérite d'être valorisé au niveau de la métropole de Rouen et de la communauté d'agglomération Seine Eure qui est déjà très engagée sur la voie de l'innovation et du développement de la filière bio par le biais notamment de la régie de restauration collective Les 2 Airelles à Louviers. Le caractère innovant de cet outil réside principalement dans la production in situ de la plupart des repas, de l'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique locale, de l'achat des bêtes sur pied, du portage de repas de la maternelle aux personnes âgées. Mais il faut aujourd'hui aller plus loin dans la structuration de la filière bio à destination de la restauration collective et une production agricole bio plus intense sur le territoire est indispensable. Le projet de la Marasse s'inscrit parfaitement dans cette perspective.

Pour Monsieur François Charlier, l'implication des collectivités va être indispensable pour garantir des volumes d'achat et sécuriser l'activité et il y aura beaucoup de travail à accomplir en ce sens.

3.2 Avec les riverains



Compte-rendu de la réunion de concertation du 6 octobre 2016

A l'initiative de SPS, une rencontre avec les habitants de Saint-Pierre-lès-Elbeuf limitrophes du secteur de la zone de la Marasse a été organisée le 6 octobre dernier.

L'objectif de cette rencontre était double :

- rencontrer un riverain de la carrière SPS des Fiefs Mancels en cours d'exploitation à Martot et échanger sur son quotidien en regard de l'activité extractive, celle-ci étant située à une distance comparable à ce que pourrait être le projet SPS sur le site de la Marasse lorsqu'il sera au plus près de la zone urbanisée (en recul de 100 mètres de la zone d'habitation conformément au PLU) ;
- visiter la carrière SPS en cours d'exploitation : explication des méthodes d'extraction (chargeur équipé d'un klaxon de recul basse fréquence, bandes transporteuses*, projet de réaménagement forestier, conformité des mesures acoustiques...).

Un certain nombre de questions ont été posées et des réponses apportées, en voici le compte-rendu.

Pour une meilleure compréhension du sujet et si besoin était, les termes suivis d'un astérisque sont expliqués dans un lexique en fin de document.

oooooooo

Représentants SPS

- Virginie Crenn
- Thierry Jardel

Représentants commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

- Monsieur le Maire Patrice Desanglois et ses conseillers
- une trentaine de riverains

Quelle est la surface prévue du projet ?

La surface de la demande d'autorisation porte sur environ 40 hectares dont 30 exploitables. Les 10 autres hectares correspondent à la bande de recul des 100 mètres des habitations, la servitude par rapport à la conduite de gaz et la bande de 10 mètres inexploitable en périphérie.

Quelle est la durée prévue de l'exploitation, selon quel phasage* ?

La durée totale du projet, exploitation et réaménagement compris, est prévue sur 12 ans. L'activité d'extraction fluctuera en fonction des besoins du marché de la construction sans dépasser 10 ans.

L'exploitation des terrains commencera à l'opposé des habitations et en sera au plus proche à la fin de la période.

SPS dispose-t-elle aujourd'hui d'une autorisation d'exploiter ?

SPS possède aujourd'hui les autorisations préfectorales lui permettant d'exploiter les carrières de la forêt de Bord (AP du 22.12.2008) et des Fiefs Mancels (AP du 16.09.2011). L'installation de traitement* est quant à elle autorisée par arrêté préfectoral distinct.

Les études relatives au projet dont il est question aujourd'hui sont en cours de finalisation et le dossier de demande n'a fait l'objet à ce jour d'aucun dépôt en préfecture.

Quelle est la procédure pour l'ouverture d'une carrière ?

Elle se déroule en 6 étapes :

1. Le dépôt du dossier de demande d'autorisation qui décrit le mode d'exploitation ainsi que le projet de réaménagement final. Il comprend également une étude d'impact visant à énumérer les impacts potentiels de l'activité sur l'environnement et les moyens proposés pour les limiter ou les supprimer.
2. L'enquête administrative au cours de laquelle les administrations concernées consultent le dossier et émettent un avis motivé favorable ou défavorable au projet.
3. L'enquête publique qui permet à l'ensemble de la population de consulter le dossier en mairie et de faire ses remarques au commissaire enquêteur responsable de l'enquête publique, lui-même nommé par le Préfet. A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur fait la synthèse des observations et remet son avis au préfet.
4. Les conseils municipaux donnent leur avis sur le projet par délibération. Ceci concerne la commune dans laquelle il se trouve ainsi que les communes situées dans un rayon de 3 km.
5. Le vote de la CDNPS* qui rassemble la DREAL*, la DDT, la Chambre d'Agriculture, un représentant du conseil municipal, du conseil départemental, des utilisateurs, de la profession, la DRAC*..., chacun des participants exprimant son avis.
6. La décision du Préfet qui, si elle est favorable au projet, autorise par arrêté préfectoral l'ouverture de la carrière et fixe les conditions d'exploitation et de restitution du site.

Le dossier sera déposé courant 2017 à l'issue de la démarche de concertation. Sur la base d'un délai d'instruction par l'Administration compris entre 12 et 18 mois (enquête publique incluse), une délivrance de l'arrêté préfectoral en cas d'acceptation du dossier peut être estimée courant 2018 et un démarrage de l'exploitation de la carrière courant 2019.



Une étude relative à la nappe phréatique a-t-elle été menée ?

Le projet prévoit l'extraction du gisement à sec hors nappe.
Deux piézomètres installés sur le site ont permis d'étudier le comportement du niveau de la nappe sur un an. Cette étude hydrogéologique a conclu qu'elle était éloignée de plusieurs mètres du fond de fouille*. Sur les sujets du ruissellement pluvial du chemin vert et du fossé des champs riverains, SPS maintiendra les écoulements nécessaires dans son projet.

La Mare Asse est-elle impactée par le projet ?

Cette mare est distante de 150 m du projet qui n'a aucun impact sur cette zone naturelle.

Le projet prévoit-il une clôture de sécurité et un merlon* végétalisé anti-bruit ?

Le projet prévoit une clôture sur l'intégralité du périmètre doublée d'une haie épaisse à vocations paysagère, environnementale et agronomique dont la hauteur pourra varier au choix des riverains pour la partie située en bordure de ces habitations. Plusieurs portails d'accès sont prévus pour les agriculteurs.
Un merlon d'une hauteur de 6 mètres, situé en limite de la zone exploitable de l'exploitation côté habitations, est prévu. Une mesure comparable est en place au niveau des habitations des Fiefs et semble convenir aux habitants. Cela permet de respecter le seuil acoustique imposé par la réglementation. Il sera constitué dès le début des travaux et sera planté de diverses essences. Par ailleurs, les terrains compris dans la bande des 100 mètres entre le merlon et les habitations seront plantés selon un projet d'agroforesterie*. Les plantations seront réalisées dès l'ouverture des travaux mais leur nature reste à définir avec l'agriculteur concerné.
Les plantations de haies périphériques et d'agroforesterie figurent parmi les premiers travaux.

La station de criblage-concassage* restera-t-elle à l'emplacement actuel ?

L'installation de traitement ne sera pas déplacée et restera à l'emplacement actuel.

Différentes questions sur le mode d'exploitation : bruit, transport, poussières

Tous les engins de SPS sont équipés de klaxon de recul basse fréquence de type "cri du lynx", évitant le "bip bip" classique des engins de chantier.
Les opérations de préparation du terrain (découverte des terres de surface) et de remise en place pour le réaménagement seront effectuées par des engins de terrassement qui, hormis l'opération d'amené/repli sur porte-char, ne circuleront pas en dehors du site.
Pour ce qui concerne l'exploitation, l'intégralité du gisement sera acheminée vers l'installation de traitement par bandes transporteuses uniquement. De ce fait, aucun trafic routier supplémentaire ne sera généré. Seul le chargeur qui extraira le gisement sera amené à emprunter la voie de circulation publique vers l'installation pour y être entreposé en fin de journée afin d'éviter tout risque de vol.
Quant aux émissions de poussières, les matériaux extraits ont un taux d'humidité naturelle qui en limitent les envols.

A-t-on procédé à des fouilles archéologiques ?

Le diagnostic d'archéologie préventive* ne peut démarrer qu'après l'obtention de l'arrêté préfectoral.

Quelle sera la profondeur de l'exploitation ?

La profondeur moyenne sera d'environ 6 mètres, certaines zones atteignant 8 à 9 mètres.

Quelle sera la vocation finale des terrains ?

Le site sera réaménagé en terrain agricole exploité selon les principes de la permaculture*.

Qu'en est-il de la propriété des terrains ?

Des accords sont conclus avec les 2 propriétaires pour permettre la réalisation du projet.

Compte-rendu des propos de M. Thierry Valès (riverain proche de l'exploitation des Fiefs Mancels)

L'exploitation de la carrière SPS aux Fiefs Mancels a débuté en 2013. L'épisode marquant en termes de nuisances sonores a été la période de défrichement qui a duré environ un mois, étape indispensable avant la constitution du merlon. Rien de particulier depuis lors n'est à signaler.
Les horaires de travail sont classiques (8h00/18h00 en semaine, pas le week-end ni les jours fériés).
La proximité de la carrière n'a pas été un frein à la vente de son terrain constructible en 2012. Elle ne semble pas non plus présenter de gêne pour ces nouveaux riverains qui ont engagé des travaux d'agrandissement et d'aménagement d'une piscine.
L'estimation de sa maison en 2013 par Maître Salles, Notaire à Elbeuf, a conclu à une augmentation de sa valeur par rapport à son acquisition en 2006.
Les différentes étapes du projet lui ont été présentées par SPS avant le dépôt du dossier, les engagements pris ont été tenus et l'exploitation est conforme à ce qui était prévu.



Lexique

Agroforesterie : mode d'exploitation de terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures.

Archéologie préventive : diagnostic archéologique préalable afin de vérifier la présence ou non de vestiges.

Bande transporteuse : tapis roulant entraîné par un moteur électrique.

CDNPS : Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.

Criblage-concassage : une des étapes de la fabrication des produits finis.

DDT : Direction Départementale des Territoires.

DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles.

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Fond de fouille : point le plus bas de l'exploitation.

Installation de traitement : outil industriel permettant de transformer la matière première brute en produits finis normalisés utilisables dans les applications du bâtiment et des travaux publics (sables et graviers essentiellement) par lavage criblage et concassage.

Merlon : ouvrage consistant en une levée de terre pour réduire un impact sonore et/ou visuel.

Permaculture : système agricole reposant sur des principes éthiques inventé dans les années 70 par 2 australiens, David Holmgren et Bill Mollison, dérivé des mots «agriculture permanente». C'est l'art de concevoir des systèmes et écosystèmes stables et évolutifs dans lesquels les éléments sont intégrés, interconnectés, indépendants et se soutiennent entre eux. Quand les produits des éléments (animaux, végétaux, etc.) deviennent les ressources des autres et que chaque fonction (prédation, apports divers) dans un système est assuré par plusieurs éléments, le système se stabilise et évolue.

Phasage : séquences définissant le rythme d'exploitation et de réaménagement du site.

Conclusion

L'objectif de cette rencontre du 6 octobre était d'amorcer le dialogue avec les riverains de Saint-Pierre-lès-Elbeuf concernés par le projet de SPS.

En concertation avec Monsieur le Maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, une réunion d'information,

au cours de laquelle les différents volets des études seront présentés avec des supports illustrés : plan de phasage, études paysagère et acoustique, projet de réaménagement permaculturel...,

est organisée par SPS

le jeudi 2 février 2017 à 18h30 à la salle des fêtes de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

SPS

**Document provisoire à valider
lors de la prochaine réunion**

Compte-rendu de la réunion de concertation du 2 février 2017

Suite à la rencontre du 6 octobre 2016 avec certains riverains de Saint-Pierre-lès-Elbeuf sur la carrière des Fiefs et aux craintes exprimées lors des échanges qui ont suivi, SPS a décidé de mettre en place une démarche de concertation et de co-construction de son projet de carrière sur le site de la Marasse.

Pour ce faire, SPS a fait le choix de se faire accompagner d'un cabinet spécialiste de ces processus, Acceptables Avenirs, afin de garantir la transparence et l'objectivité de la démarche.

L'objectif de cette réunion était de présenter la méthodologie, le calendrier proposé et les outils mis en place pour structurer cette démarche de concertation.

SPS souhaite se donner le temps d'échanger, d'être à l'écoute, d'analyser les propositions qui vont être faites et d'y répondre. Il est important que les riverains de Saint-Pierre-lès-Elbeuf accordent du crédit à cette démarche d'ouverture et y adhèrent pour en garantir le succès.

Pour une question de pratique dans l'élaboration de ce compte-rendu, les échanges qui ont eu lieu sont rapportés après les commentaires sur les présentations projetées.

oooooooo

Représentant des communes
- Patrice Desanglois, maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- François Charlier, maire de Martot
Représentants SPS
- Virginie Crenn, Thierry Jardel, Philippe Desvignes, Guillaume Desmarest
Représentant Acceptables Avenirs
- Philippe Vervier

PRESENTATION DE SPS

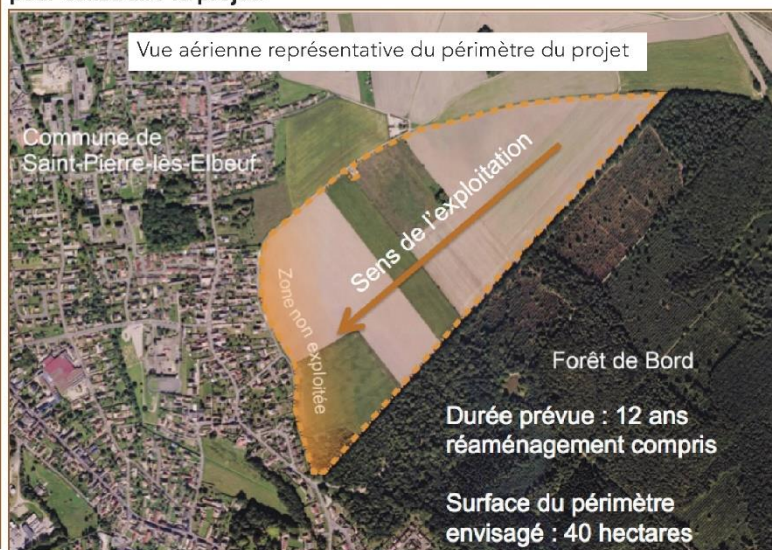
Pour que toutes les personnes présentes soient au même niveau d'information sur le porteur du projet, une présentation rapide de SPS a été faite par Thierry Jardel, responsable du site.

- Société implantée sur les communes de Martot et Criquebeuf-sur-Seine depuis 45 ans.
- Production et traitement de sables et graviers destinés à l'industrie du béton prêt à l'emploi pour la construction du bâtiment et d'ouvrages d'art ainsi qu'aux travaux publics.
- Une production annuelle de 500.000 tonnes livrées par route et voie d'eau destinées au marché local.
- Effectif : 20 personnes et 30 emplois indirects de transport et de sous-traitance confiés à des entreprises locales.
- A ce jour, 140 hectares dont l'exploitation est terminée et dont les terrains ont été réaménagés, en espaces reboisés pour 100 hectares et en espaces naturels pour le reste.
- SPS est certifié ISO 14001 depuis 15 ans et au plus haut niveau de la charte environnement des industries de carrières.

La présentation de SPS s'est conclue par la diffusion d'un clip sur la fabrication des granulats et leurs usages, avec des exemples de réalisations locales.

LES GRANDES LIGNES DU PROJET

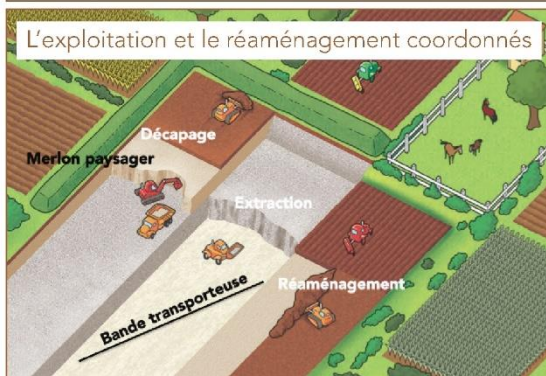
Il s'agit, dans cette présentation, des données de base du dossier à partir desquelles les riverains, SPS, et autres parties prenantes, vont échanger pour construire le projet.



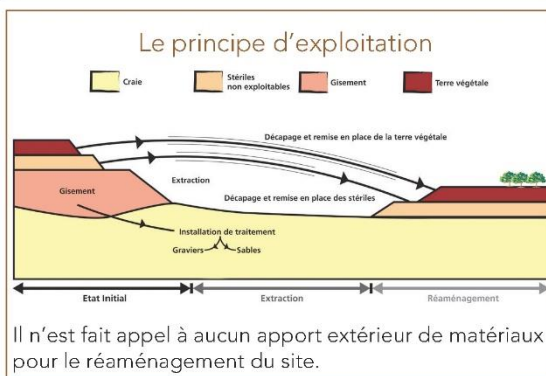


SPS consacre une année entière à l'élaboration de son projet avec toutes les parties concernées. Il a été précisé ici que la phase de concertation ne s'arrêterait pas au dépôt du dossier, elle se poursuivra tout au long de la vie du site, jusqu'à l'issue du réaménagement.

La période d'instruction du dossier est prévue sur une année mais peut être plus longue. Si ce délai est respecté, un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter peut être envisagé pour début 2019 et un démarrage de l'exploitation la même année. Le site étant exploité par phases successives, le réaménagement débutera 3 ans après le début de l'exploitation de la carrière, ce qui permet d'avoir le moins de terrains possibles en dérangement.



- La première phase, le décapage, consiste à enlever les terres non exploitables qui sont stockées sur le site en vue de son réaménagement.
 - Les matériaux sont extraits par engins et convoyés vers l'installation de traitement, qui ne sera pas déplacée, au moyen d'une bande transporteuse.
 - Vient ensuite la phase de réaménagement avec les terres issues du décapage.
- Ces 3 étapes sont réalisées concomitamment à partir du moment où une 1ère phase d'extraction est terminée.



- Le réaménagement
- L'exploitation de la carrière est une parenthèse dans l'histoire du site et son réaménagement est un sujet important.
 - Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martot prévoit un réaménagement agricole.
 - Une piste envisagée est un réaménagement selon le concept de la permaculture. Il s'agit d'un mode d'aménagement écologique du territoire permettant la création d'installations humaines environnementalement durables, socialement équitables et économiquement viables. Ces 3 piliers découlent du développement durable.



Exemples d'aménagement de la zone tampon entre la carrière et les habitations

Simulations réalisées depuis la rue de la Mare Asse



Vue sur la carrière en exploitation sans aménagement
à 100 m des habitations conformément au Plan Local d'Urbanisme



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers jeunes sans haie



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers jeunes et haie à 80 cm



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers jeunes et haie à 80 cm et merlon



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers sans haie



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers et haie à 80 cm et merlon



Vue sur la carrière en exploitation avec arbres fruitiers et haie à 150 cm et merlon



L'objectif ici était de montrer que SPS dispose des outils qui permettent de simuler les aménagements possibles en fonction de distances retenues et de définir le paysage avec les riverains.



LA DEMARCHE DE CONCERTATION : METHODE ET CALENDRIER

La volonté de SPS et des communes de Martot et Saint-Pierre-lès-Elbeuf est de :

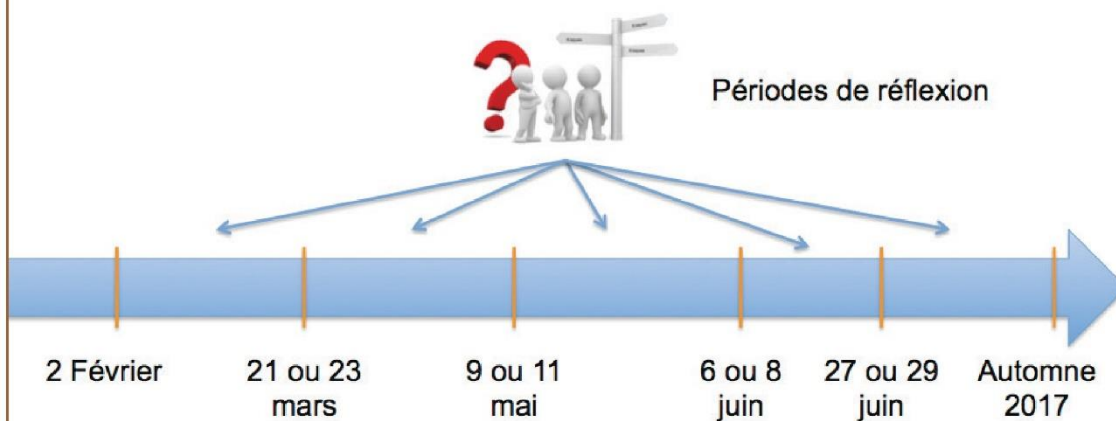
- construire le projet avec les riverains,
- prendre le temps,
- tout écouter,
- répondre à toutes les questions et analyser les propositions.

Le projet final sera défini par SPS à l'issue de ce processus de co-construction.

Dans ce cadre, les riverains sont invités à tout imaginer et faire des propositions. Beaucoup des aspects du projet sont négociables, modifiables, amendables...



Proposition de calendrier



Pour ce faire, les riverains seront accompagnés par SPS, des outils seront proposés, des réunions avec ordre du jour seront planifiées au cours desquelles des sujets plus techniques seront abordés.

Entre les réunions, des périodes de réflexion permettront aux riverains de travailler individuellement ou collectivement sur des propositions. Un «cahier riverain» a été spécialement préparé pour ces phases de la démarche et remis en fin de réunion à chaque participant à raison d'un exemplaire par foyer. Ce «cahier riverain» contient des fiches à renseigner et à transmettre à la mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, qui se chargera de les faire suivre à Acceptables Avenirs, ou par mail. Il est important de noter que la mairie adhère à cette démarche de concertation, qu'elle s'y investit, la soutient et souhaite qu'elle réussisse.

Toutes les propositions seront analysées. Leur restitution se fera sous forme de carte qui sera construite en tenant compte de 3 critères : ce que vous avez exprimé et qui est important pour vous, les contraintes réglementaires et les aspects techniques et économiques. Le code qui aura été mentionné sur les fiches remplies anonymement sera visible sur cette restitution, de sorte que chaque participant pourra vérifier et constater que sa proposition a bien été prise en compte.



ECHANGES, REMARQUES, QUESTIONS-REPONSES

Lorsqu'il y a eu redite, qu'il s'agisse d'une question, d'une remarque, d'une réponse, elle n'est reportée ci-dessous qu'une seule fois. Pour une question de fluidité de lecture, certains propos ont pu être reformulés sans en changer le sens.

Q : Avez-vous acheté des parcelles de la forêt domaniale et celle-ci est-elle concernée par le projet ? Le défrichement réalisé actuellement en forêt défigure complètement le paysage et l'on ne nous a pas demandé notre avis. Pourra-t-on décider des arbres à déboiser ? On ne doit pas toucher à la forêt.

R : Aucune parcelle n'a été achetée et la forêt n'est pas concernée par ce projet. Quant au récent défrichement, il s'agit d'un périmètre autorisé en 2011 et les opérations de défrichement sont aujourd'hui terminées. Les terrains seront reboisés après exploitation. Parce que SPS comprend vos craintes, l'entreprise vous invite à ce que ce nouveau projet ne soit pas construit sans vous.

Q : Vous nous parlez de réaménagement en permaculture mais ce qui nous intéresse dans l'immédiat, c'est le présent, surtout la distance à laquelle vous allez exploiter. Tous les projets de permaculture se font sur des petites surfaces. Les maraîchers qui exploitent aujourd'hui arrosent leurs cultures de pesticides. On ne croit pas un seul instant qu'ils vont changer leurs habitudes et se convertir au bio. Vous êtes en train de nous faire croire à des merveilles. Vous avez décidé de faire la carrière de toute façon. Une association a été créée, le «Collectif bien vivre à la Marasse». Nous nous sommes déjà réunis et avons défini des exigences. Je voudrais revenir sur le compte-rendu de la réunion du 6 octobre. Il s'agissait uniquement des points évoqués par SPS mais en aucun cas des questions que nous avons posées et vous nous parlez de transparence...

R : La distance de 100 mètres est une distance administrative établie dans le document d'urbanisme de Martot. C'est un des sujets dont SPS souhaite discuter avec vous, ainsi que de l'emplacement du merlon de protection. SPS a bien pris conscience de frustrations ressenties après la réunion du 6 octobre. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui, on veut prendre le temps de mettre tous les sujets sur la table et échanger avec vous.

Q : Vous dites que les contraintes réglementaires et les conséquences techniques et économiques des propositions vont être analysées. Allez-vous aussi prendre en compte les aspects économiques pour les habitants ? On veut que vous entendiez que notre cadre de vie va changer, que notre bien immobilier va être dévalorisé. On voulait qu'il y ait un notaire ou un agent immobilier à cette réunion. On veut être rassurés sur la distance à laquelle vous allez exploiter. Pourquoi ne réduisez-vous pas de moitié la surface pour n'exploiter que 20 hectares et s'éloigner ainsi de 400/500 mètres des habitations ?

R : Nous le répétons, toutes les questions vont être prises en compte, nous souhaitons recueillir les avis et les propositions de tout le monde et vous aurez les moyens de vérifier que chaque proposition aura été analysée en toute transparence. Vous allez avoir du temps pour vous exprimer sur tous les sujets qui sont importants pour vous mais ce n'est pas aujourd'hui que nous allons prendre des décisions. Il faut du temps pour construire le projet. Des thématiques ont été pré-définies sur les fiches qui sont insérées dans le «cahier riverain», vous ajoutez celles que vous voulez. Pour ce qui concerne la présence d'un professionnel de l'immobilier, on pourra tout à fait le prévoir lors d'une prochaine réunion.

Q : La priorité, c'est la distance d'exploitation. Le collectif souhaite que le merlon soit à 450 mètres des habitations et que les terrains non exploités soient déjà cultivés en permaculture pour montrer votre bonne volonté. Vous devez bien savoir aujourd'hui à jusqu'à quelle distance vous pouvez reculer !

R : Nous ne pouvons pas vous répondre aujourd'hui. On veut se donner du temps pour vous apporter des réponses parce que l'on doit étudier cette distance par rapport à vos préoccupations et ce qui motive vos demandes. S'agit-il d'un problème lié au paysage, au bruit, à la poussière... On doit d'abord faire les études correspondantes et partager ensuite les résultats avec vous.

Q : De combien de temps avez-vous besoin pour faire ces études ?

R : Des études préliminaires ont déjà été faites et 3 mois de travail minimum sont nécessaires. Nous avons besoin de savoir quels sont les sujets qui vous préoccupent pour définir les différents types d'étude à lancer : le merlon, le sens d'exploitation, la distance... Le réaménagement aussi est important, c'est ce qui restera après nous. On lancera les études puis on reviendra vers vous pour discuter de ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Toutefois, nous n'apporterons pas les réponses à toutes les thématiques en même temps car les études ne sont pas les mêmes. Par exemple, les aspects faune-flore nécessitent une étude sur une saison biologique complète. C'est pourquoi on vous propose de travailler par étape, tant en ce qui concerne la définition des études que leur restitution.

SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation



Compte-rendu de la réunion de concertation du 2 février 2017 - Page 6

Q : C'est encore de la pollution, de la perte financière en bien immobilier, on ne fait que perdre dans ce projet. En résumé, vous nous demandez jusqu'à quel point on est prêts à perdre quelque chose...

R : Non, nous voulons juste nous mettre en position de répondre précisément à toutes vos questions.

Q : Qui choisit le bureau d'études ?

R : C'est SPS qui sélectionne les bureaux d'études en fonction de leurs spécificités et de la nature des études à réaliser. La qualité des études est primordiale, c'est sur elles que repose l'examen du dossier par l'administration. Il n'y a pas de réponse toute faite, le processus d'évaluation peut être long. Si vous le souhaitez, nous pouvons vous associer au choix des bureaux d'études et organiser une réunion intermédiaire avec ceux d'entre vous qui veulent participer à la sélection.

Q : La distance est-elle vraiment négociable ?

R : C'est un des éléments à discuter. Nous vous proposons d'être prêts pour le mois de juin mais il faut s'y atteler rapidement. Nous avons besoin de vos retours formalisés pour aborder cette problématique sur des données concrètes.

Q : Vous dites que la prochaine étape est de recueillir nos avis mais quel périmètre cette consultation couvre-t-elle ? Si vous élargissez à des personnes qui ne sont pas concernées par le projet, 75 % d'entre elles ne vont pas répondre.

R : Notre intérêt est de construire le projet avec les personnes intéressées et nous souhaitons que tous les foyers concernés participent.

Q : La nappe phréatique sera-t-elle touchée ? Y aura-t-il une incidence sur la qualité de l'eau qui est de plus en plus calcaire ?

R : L'exploitation restera au-dessus de la nappe phréatique, l'extraction se fera à sec et ne se situe pas dans une zone de captage.

Q : Est-on sûrs que la durée d'exploitation ne dépassera pas 12 ans ?

R : C'est le gisement qui définit la durée d'exploitation, c'est celle qui va être demandée par SPS et validée par le Préfet si la demande d'autorisation d'exploiter est acceptée.

Remarque spécifique sur la présence d'un journaliste du Journal d'Elbeuf

En aparté avant le début de la réunion et au cours des échanges, les riverains ont exprimé le souhait de ne pas être cités dans la presse, ni l'existence d'un projet de carrière à proximité de leur habitation. Si dans un premier temps, la réponse de M. Michel Guilbert a été de vouloir en référer à son rédacteur en chef, il s'est engagé au moment de son départ à ne pas évoquer le sujet pour l'instant, le Journal d'Elbeuf n'étant pas un journal à sensations pour reprendre ses propos. M. Guilbert en a été chaleureusement remercié.

Conclusion

SPS a présenté son projet de carrière dans les grandes lignes. L'objet de la réunion n'était pas d'évoquer tout de suite des questions techniques mais de définir une méthode de travail pour construire le projet.

Le calendrier proposé peut sembler long mais il faut se donner le temps de réfléchir et d'échanger peut-être collectivement en ce qui vous concerne, et pour SPS de récupérer les informations, les analyser, et vous les présenter.

Il n'y a rien d'anormal à ce que vous émettiez des doutes et des réserves, il s'agit de votre cadre de vie. Mais c'est en acceptant de participer à cette démarche de concertation que vous pourrez juger de la sincérité de SPS à vouloir construire ce projet avec vous.

Vous avez dit en fin de réunion que vous acceptiez d'être patients, que vous comptiez sur SPS pour apporter des réponses concrètes et sur Monsieur le Maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf pour y veiller. De notre côté, nous comptons sur votre participation à cette démarche dont **la première étape consiste à renseigner les fiches thématiques insérées dans le «cahier riverain» et à les déposer avant le 3 mars à la mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf** qui les fera suivre à Acceptables Avenirs, **ou en les adressant par mail à l'adresse dédiée au projet :**

notreprojet@marasse-sps-granulats.fr

La prochaine réunion, prévue initialement le 21 ou 23 mars, est avancée au vendredi 17 mars à 18h30 dans la salle des fêtes de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

L'ordre du jour sera la restitution de cette première consultation et la remise des fiches propositions.



Réunion de concertation du 17 mars 2017

VALIDATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 2 FEVRIER 2017

L'objectif de cette deuxième réunion de concertation était de présenter une synthèse des notes attribuées par les riverains aux différentes thématiques en lien avec le projet, la liste proposée par SPS pouvant être complétée par d'autres problématiques à prendre en considération.

Au-delà de la notation de ces thématiques, les riverains ont exprimé, au moyen d'un courrier joint aux fiches, un certain nombre de revendications. Celles-ci ont été analysées par SPS afin d'y apporter des premiers éléments de réponse.

Ce compte-rendu reprend les demandes exprimées par les riverains, les réponses apportées par SPS lors de la réunion et les autres points évoqués lors de ces échanges.

oooooooo

Représentant des communes
- Patrice Desanglois, maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- François Charlier, maire de Martot

Représentants SPS
- Virginie Crenn, Thierry Jardel, Philippe Desvignes

Représentant Acceptables Avenirs
- Philippe Vervier

Il est entendu que la validation du compte-rendu n'implique pas pour les riverains acceptation du projet tel qu'il a été présenté. La validation du compte-rendu acte uniquement le fait qu'il est bien le reflet de la présentation faite par SPS de son projet et de la démarche de co-construction proposée et des échanges qui ont suivi.

Certains participants s'étant rendu compte tardivement de l'inscription de la date de la réunion du 17 mars en bas du compte-rendu de la réunion précédente, SPS propose que son approbation soit reportée à la prochaine rencontre. Le présent compte-rendu sera également proposé à l'approbation.

RESTITUTION DES FICHES THÉMATIQUES REMISES LE 2 FEVRIER 2017

39 fiches ont été retournées complétées à Acceptables Avenirs, dont 34 avec, en annexe, le document émanant du collectif « Bien vivre à la Marasse ».

Les thématiques proposées par SPS ont été notées comme suit :

Thématiques	Note (moy.)
Qualité de l'air	
Poussières	5,0
Odeurs	5,0
Gaz atmosphériques	5,0
Paysage	
Forêt - Bois	5,0
Paysage agricole	4,9
Diversité	5,0
Mare - Etang	5,0
Faune / Flore	4,9
Acoustique	
Bruits graves	5,0
Bruits aigus	5,0
Bruits répétés	5,0



Thématiques	Note (moy.)
Qualité de l'alimentation	
Produits biologiques	5,0
Sécurité alimentaire	5,0
Aménagement du territoire	
Emplois locaux	4,7
Transport	4,8

2 autres thématiques ont été identifiées parmi les revendications exprimées sur le document émanant du collectif, sans attribution de note.

Thématiques	Nbre de fiches
Impact financier	
Valeur du patrimoine	34
Taxe foncière	34
Sécurité du site	
Clôture du périmètre	34
Numéro d'urgence	34

Toutes les thématiques ont été jugées importantes par les riverains et seront utilisées pour évaluer les conséquences des propositions.

THÈMES DES REVENDICATIONS/PROPOSITIONS EXPRIMÉES PAR LES RIVERAINS DANS LE DOCUMENT ÉMANANT DU COLLECTIF

1	Distance de l'exploitation
2	Implantation du merlon - Hauteur évolutive - Sécurité du site
3	Plantation d'arbres sur la bande de recul - Pas de vergers - Arbres actuels non touchés
4	Diagnostics à réaliser - Communication
5	Eaux pluviales
6	Remblaiement du site par apports extérieurs
7	Deux bureaux d'études
8	Impact sur le patrimoine immobilier - Taxe foncière
9	Organisation de la production
10	Dérangement moto cross, quad...
11	Durée de l'exploitation - Demande de prolongation - Budget de réaménagement
12	Signature devant huissier d'un document officiel



REVENDEICATIONS/PROPOSITIONS DÉTAILLÉES EXPRIMÉES PAR LES RIVERAINS, RÉPONSES SPS APPORTÉES LORS DE LA REUNION, SUIVIES D'ÉCHANGES SUR LE SUJET

1. DISTANCE DE L'EXPLOITATION

- L'implantation de la carrière devra se tenir à une distance minimum de 400 m à partir du point le plus en avant sur la rue de la Mare Asse sur les champs.
 - Bande de recul de 100 mètres portée à 500 m (autre proposition)
- ⇒ • La distance est un des paramètres négociables du projet et SPS prend bien en compte ces propositions. Elles feront l'objet d'une évaluation, de même que d'autres propositions potentiellement à venir ainsi que celles de SPS.
- Toutefois, il est nécessaire en amont de confirmer quelles sont les thématiques sur lesquelles lancer les études : acoustique ? paysage ? air ? SPS a émis des hypothèses de thématiques qu'il convient de valider/modifier/compléter, sur les fiches propositions évoquées plus loin.

■ Thématiques identifiées par SPS : Air - Paysage - Acoustique - Immobilier

Plusieurs propositions seront présentées à la prochaine réunion du mois de mai et une évaluation en sera faite au mois de juin, comme le prévoit le calendrier initial de la démarche.

Q : Les riverains ont exprimé le souhait que soient installés sur place différents engins afin de se rendre compte du bruit engendré par leur fonctionnement ou qu'une solution alternative soit proposée pour réaliser cette mise en situation.

R : Le fonctionnement d'un engin au milieu du champ n'est pas suffisant pour se rendre compte des émissions sonores générées par l'exploitation, le projet prévoyant un merlon de protection inexistant aujourd'hui. Le terrain est de plus actuellement exploité par un agriculteur. En revanche, il est possible de réaliser ces tests sur une partie plane de la carrière actuelle en aménageant un merlon provisoire.

2. HAUTEUR DU MERLON

- Il devra être implanté au plus près de l'exploitation (soit 400 m le plus en avant de la rue de la Mare Asse sur les champs)...
- ⇒ Quelle que soit la distance retenue, le merlon sera au plus près de l'exploitation.
- ...et avoir une hauteur évolutive qui démarrera entre 4 et 5 m et devra être réduite en fonction de la profondeur atteinte derrière (ex : le merlon mesure 4 m 50, l'exploitation est arrivée à 5 m de profondeur = réduction du merlon d'1 m). Attention il ne devra jamais descendre en dessous d'une hauteur de 3 m 50.
- ⇒ De même que pour la distance de l'exploitation, il est nécessaire en amont de confirmer quelles sont les thématiques sur lesquelles lancer les études : acoustique ? paysage ?...
- Le merlon devra également être sécurisé avec une clôture pour éviter toutes problématiques avec des personnes extérieures pouvant venir, par exemple, y faire du motocross.
- ⇒ L'intégralité du site sera clôturée.

■ Thématiques identifiées par SPS : Paysage - Sécurité



Q : Les riverains déplorent la présence de nombreux véhicules à moteur en forêt, de type buggy et moto cross, malgré les clôtures et s'interrogent également sur le type de clôture envisagé, son positionnement par rapport au merlon et sur la possibilité d'en réduire sa visibilité.

R : - Pour ce qui concerne les intrusions sur le site, cela n'est pas le cas aujourd'hui sur la carrière SPS où les clôtures sont régulièrement contrôlées et où des aménagements complémentaires sont réalisés pour parer à toute tentative. Une visite sur place pourra être organisée afin de le constater.

- Quant à la clôture envisagée, elle sera installée en bordure du périmètre de l'exploitation ou pourra être dissimulée derrière une haie. Le type de clôture sera discuté avec les riverains, cela pourra aller du simple barbelé pour laisser passer le gibier à une clôture plus rigide. D'une manière générale, les carrières sont des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), contrôlées par l'administration. La sécurisation du site est l'une des obligations à laquelle SPS doit se conformer.

3. LE PAYSAGE ENTRE LA RUE DE LA MARE ASSE ET LE MERLON

- La société SPS doit s'engager à planter des arbres du type pinède, chêne, hêtre, bouleau, etc. d'une hauteur minimum de 2 mètres dès le début du projet.

⇒ Les terrains sont aujourd'hui de nature agricole et doivent le rester après l'exploitation de la carrière conformément au PLU. La vocation du site n'est pas forestière.

- Nous ne souhaitons pas de verger devant pour éviter l'afflux de personnes extérieures qui viendraient le dimanche ou les autres jours stationner devant chez nous pour cueillir ou ramasser des fruits.

⇒ Le choix d'aménagement agricole sera dépendant de la distance retenue pour l'exploitation de la carrière et aussi du choix des agriculteurs exploitant les terrains. Pour mémoire, SPS a proposé de planter une haie paysagère en bordure du périmètre.

- Tous les arbres actuellement plantés en bord de la rue de la Mare Asse, de la rue Gandin, jusqu'à l'entrée de la forêt devront être maintenus.

⇒ L'ensemble de ces arbres sera maintenu.

■ Thématique identifiée par SPS : Paysage

Q : Les riverains insistent sur le fait qu'ils souhaitent des arbres sur toute la surface de la bande de recul pour conserver le type de vue qu'ils ont aujourd'hui sur la forêt de Bord.

R : Les types d'arbres demandés par les riverains ne rentrent pas dans la vocation agricole du site prévue au PLU.

Q : Le vrai problème posé par les vergers est lié à la santé et à l'environnement, du fait de l'usage intensif par l'exploitant actuel de produits phytosanitaires et du doute exprimé quant à sa capacité à obtenir le label bio et à convertir son exploitation.

R : - SPS a rencontré les agriculteurs qui exploitent actuellement les terrains concernés par le projet et a évoqué avec eux la vocation future du site envisagée, à savoir une exploitation agricole selon les principes de la permaculture. Ils ont exprimé un réel intérêt pour ce projet et sont prêts à faire des tests en agroforesterie de type verger notamment.



- Pour ce qui concerne la commercialisation future de la production, elle ne pourra pas bénéficier du label bio dans l'immédiat. En effet, les travaux d'aménagement de la bande de recul commenceront dès l'obtention de l'autorisation préfectorale alors que les terres ne doivent pas être traitées pendant 3 années consécutives dans le cadre d'une reconversion. Quant aux autres terrains, ils ne subiront plus aucun traitement chimique à partir du moment où la carrière sera autorisée. Cette période de 3 années sera donc largement dépassée lorsque les travaux de réaménagement débuteront.
 - En termes de garantie, l'arrêté préfectoral fixera notamment le mode de réaménagement et la gestion des terrains et SPS sera dans l'obligation de respecter et faire respecter ces conditions d'emploi. Cet arrêté préfectoral fait force de loi. Aujourd'hui, les terrains sont exploités par 2 agriculteurs qui s'engagent à convertir en bio. Qu'il s'agisse des mêmes exploitants dans 10 ans ou qu'il y en ait d'autres, ils seront tous accompagnés par des spécialistes de la permaculture.
- Pour Monsieur le Maire de Martot, en dehors du projet de carrière à proprement parler, c'est le sujet de la pérennité de l'activité agricole locale qui est aujourd'hui posé. Une remise en question complète des méthodes d'exploitation est inévitable et le projet de SPS est l'occasion à saisir pour procéder à cette transformation d'avenir.

4. DIAGNOSTICS

- La société SPS doit s'engager à faire établir des diagnostics pollution, acoustiques et visuels avant le dépôt du dossier en préfecture.

⇒ Le contenu de l'étude d'impact prévoit l'analyse de ces thématiques.

- Le rapport de ces diagnostics devra être rendu public et remis à chaque riverain.

⇒ SPS propose de créer un site internet dédié au projet avec notamment la mise en ligne de ces études, les comptes rendus de réunion, etc. Il sera accessible dans le courant de la première quinzaine d'avril. Les études pourront également être présentées aux riverains lors des réunions.

Q : Les riverains ne souhaitent pas que le site internet soit visible de tous pour ne pas nuire aux projets de cession immobilière et aimeraient que le rapport soit envoyé à chacun d'eux, notamment pour les personnes qui ne disposent pas d'internet.

R : - SPS va faire étudier la faisabilité technique d'un accès au site internet au moyen d'un code qui sera commun à l'ensemble des personnes concernées.
- Les rapports des diagnostics ne pourront pas être envoyés par courrier à tous les riverains. En revanche, il est possible d'en prévoir une copie consultable chez l'un des riverains du collectif.

Q : Une précision doit être apportée sur les endroits à partir desquels les diagnostics vont être réalisés et l'impact d'une exploitation sur 40 hectares par rapport à la carrière visitée le 6 octobre 2016.

R : Les diagnostics seront faits à partir des habitations et zones constructibles les plus proches. La surface globale d'un projet importe peu, c'est la surface occupée par les activités qui est à considérer, les travaux en surface se déplaçant selon un plan de phasage pré-établi. Les modélisations permettent d'évaluer le niveau acoustique de la carrière qui sera différent en fonction de la localisation des travaux et des habitations.



5. EAUX PLUVIALES

- Il faudra absolument préserver le ruissellement des eaux pluviales du chemin au bout de la rue de la Mare Asse (situé entre la rue des Rosiers et l'entrée de la forêt) vers le fossé du champ riverain.
⇒ En tant que gestionnaire du terrain, SPS s'assurera du maintien des écoulements existants.
- Possibilité de venir voir sur place pour plus de précisions.
⇒ SPS s'est déjà rendu sur place lors de la réunion du 6 octobre dernier.

■ Thématique identifiée par SPS : Eau

Pas de question supplémentaire sur le sujet.

6. REMBLAIEMENT DU SITE

- Le remblai au fur et à mesure : la société SPS ou toute autre société extérieure ne devra en aucun cas apporter du remblai venu de l'extérieur pour restructurer le terrain après exploitation (ex : apporter des déchets venus de Paris ou autre commune).
⇒ Comme cela a été évoqué lors de la réunion du 2 février dernier, il n'y aura aucun apport extérieur de matériaux.

■ Thématiques identifiées par SPS : Eau - Transport

Pas de question supplémentaire sur le sujet.

7. DEUX BUREAUX D'ÉTUDES

- La société SPS doit s'engager à interroger deux bureaux d'études distincts (pour contre-expertise) sur la faisabilité et les conséquences pour les riverains d'un tel projet.
⇒ SPS propose qu'un expert choisi par les riverains fasse une analyse critique des études réalisées.
 - Pour ce qui concerne précisément l'acoustique, le résultat de l'étude sera présenté aux riverains lors de la prochaine réunion. Le rapport sera remis à l'expert choisi par les riverains, il sera consultable en mairie et sur le site internet dédié au projet.
 - Les études seront réalisées par les bureaux d'études avec lesquels SPS a l'habitude de travailler. Ils disposent en effet des outils nécessaires propres aux projets de carrière. Il s'agit aussi de professionnels dont les études sont validées par la DREAL et sur lesquelles repose la recevabilité administrative du dossier.

Le principe de la contre-expertise est validé, son coût sera pris en charge par SPS.



8. IMPACT SUR LE PATRIMOINE IMMOBILIER ET TAXE FONCIÈRE

- La société SPS doit trouver une solution pour le risque de dévaluation financière des biens immobiliers situés en 1ère ligne, notamment sur la rue de la Mare Asse. En effet, certains riverains vont faire estimer leur bien par un agent immobilier en ne lui stipulant pas ce projet, et une fois l'estimation reçue, ils indiqueront à ce même agent ce projet. Si l'agent indique une différence de valeur, la société SPS devra trouver une solution pour compenser financièrement ce manque à gagner pour les riverains.
- ⇒ Cette étude ne pourra être réalisée que lorsque les contours du projet auront été définis, tant en ce qui concerne le mode d'exploitation, les aménagements paysagers que le réaménagement, et selon une méthode à convenir ensemble, de sorte qu'un expert immobilier puisse se prononcer en ayant connaissance de tous les éléments.
- De plus, la société SPS doit proposer une solution pour la prise en charge de la taxe foncière sur les années où l'impact sera le plus important pour les riverains.
- ⇒ L'objectif de SPS est de construire avec les riverains un projet qui génère le moins d'impacts possibles. Mais quoi qu'il en soit, cette demande est impossible à satisfaire sur le plan juridique.

■ Thématique identifiée par SPS : Immobilier

- Q :** Les riverains qui veulent vendre leur bien immobilier actuellement sont-ils dans l'obligation de parler du projet aux éventuels acheteurs et peuvent-ils être taxés de malhonnêteté dans le cas contraire ?
- R :** *Un notaire a été interrogé. Sa réponse sera communiquée lors de la prochaine réunion.*
- Q :** Les riverains font référence au projet de construction par Nexity de 16 maisons individuelles dont l'un des futurs propriétaires venait d'apprendre l'existence du projet de SPS.
- R :** Monsieur le Maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf tient à préciser qu'il a rencontré le promoteur en début de semaine et lui a demandé d'informer toutes les personnes concernées.
- Q :** Si la proposition de SPS va dans le bon sens pour l'avenir, elle ne répond pas à la demande pour ce qui concerne les projets de cession en cours. L'expertise devrait être faite maintenant afin qu'une réponse soit apportée si une dévaluation devait être constatée.
- R :** Un expert ne sera pas en mesure de rendre un avis s'il n'est pas en possession de tous les éléments du dossier, notamment par rapport à la distance et les différents aménagements paysagers. Elle pourra être faite à l'automne quand le projet définitif sera arrêté.
- Q :** Un expert immobilier n'est pas suffisant, il faudrait 2 voire 3 agents du secteur.
- R :** La raison pour laquelle SPS souhaite mandater un expert immobilier est que ce dernier aura un avis neutre par rapport à un agent immobilier qui a un intérêt à vendre et aura un avis moins objectif. Une liste de ces experts existe, elle sera fournie au collectif.
-



9. ORGANISATION SPÉCIFIQUE PENDANT LA PÉRIODE ESTIVALE

- Tous les riverains ne partant pas en congés l'été en même temps et au même moment, la société SPS doit réfléchir à une solution durant cette période pour gêner le moins possible les riverains (interruption totale du 15/07 au 15/08 par exemple).
- ⇒ La période estivale est la plus propice à la réalisation de travaux. Par conséquent, l'activité de la carrière ne peut pas être interrompue entre le 15/07 et le 15/08, SPS n'étant pas en capacité de disposer d'un volume de stockage équivalent à un mois de consommation de matériaux. En revanche, SPS s'engage à ne pas effectuer de travaux de terrassement pendant cette période mais uniquement des travaux d'extraction en fond de gisement. D'une manière générale, les horaires de fonctionnement du lundi au vendredi seront aménageables en fonction de l'activité du marché et lorsque l'exploitation se rapprochera des habitations.

■ Thématiques identifiées par SPS : Air - Acoustique

Si les riverains devaient constater une anomalie en termes d'émission de bruit ou de poussière, SPS interviendrait immédiatement. Pour le cas où les mesures prises ne seraient pas satisfaisantes, une plainte pourrait être formulée auprès de l'administration de tutelle, la Dreal, qui procèderait à un contrôle très rapidement. A noter que la Dreal effectue une visite annuelle dans le cadre du comité de suivi et un contrôle de la société tous les 2 ans environ.

10. DÉRANGEMENT MOTO-CROSS, QUAD, ETC.

- La société SPS devra mettre en place un numéro de téléphone spécifique pour les riverains. Ainsi, ils pourront prévenir la société de la gêne occasionnée par ces engins, ce sera à elle d'intervenir au plus vite auprès des forces de l'ordre pour un retour au calme dans les plus brefs délais.
- ⇒ SPS peut prévoir un numéro de téléphone dédié aux appels liés aux intrusions dérangeantes sur le site. Toutefois, l'expérience a montré que l'utilité d'un tel dispositif était limitée compte tenu du délai d'intervention des forces de l'ordre lié à leur disponibilité. D'autres actions ont démontré quant à elles leur efficacité. Par exemple, sur la carrière de Criquebeuf, qui a été sujette aux intrusions de 2 roues, un fossé a été creusé et un obstacle supplémentaire installé derrière la clôture. Depuis lors, plus aucune incivilité de ce type n'a été constatée.

■ Thématiques identifiées par SPS : Acoustique - Sécurité

Comme évoqué au point 2, il n'y a pas d'intrusion aujourd'hui sur la carrière SPS où les clôtures sont régulièrement contrôlées et où des aménagements ont été réalisés pour palier toute tentative (tas de cailloux, branchages, cadenas non accessibles...). Une visite sur place pourra être organisée afin de le constater.



11. DURÉE DE L'EXPLOITATION ET BUDGET

- La société SPS devra s'engager devant huissier et également devant le préfet que la durée de cette exploitation ne devra pas dépasser la durée de 12 ans.
⇒ C'est l'arrêté préfectoral qui détermine la durée. SPS s'engage à ne demander qu'une durée de 12 ans sans prolongation.
- La société SPS devra prouver aux riverains qu'elle dispose du budget nécessaire, avant la mise en place du projet, pour respecter ses engagements sur le déroulement et les aménagements prévus après exploitation.
⇒ La réglementation prévoit que l'exploitant fournisse des garanties financières à hauteur du montant du réaménagement. Les montants sont calculés en fonction des surfaces dérangées selon un barème fixé par l'administration. Les sommes correspondantes sont bloquées par l'établissement bancaire de l'exploitant, et ce, jusqu'à l'achèvement du réaménagement vérifié par l'administration (procès-verbal de récolement). Le montant et le calcul correspondants figurent dans le dossier. A titre d'exemple, les carrières SPS sont aujourd'hui cautionnées à hauteur d'environ 2.000.000 d'euros.

La caution bancaire est à la disposition du Préfet et peut être appelée à tout moment en cas de défaillance, indépendamment d'emprunts qui pourraient engager l'entreprise.

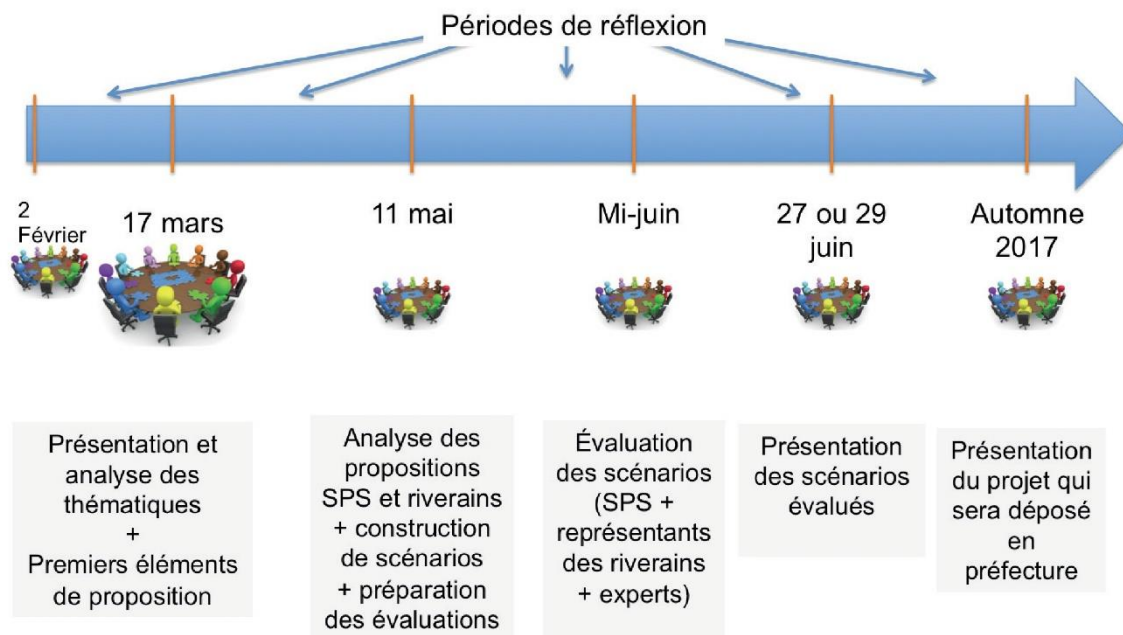
12. SIGNATURE DEVANT HUISSIER D'UN DOCUMENT REPRENANT LES REVENDICATIONS

- La société SPS, les riverains, les maires des communes de St Pierre-lès-Elbeuf et de Martot, ainsi que la société Acceptables Avenirs devront conjointement signer, devant huissier, un document officiel reprenant l'ensemble de ces revendications et permettant d'acter celles-ci.
⇒ Nous rappelons que chaque partie est engagée dans une démarche de co-construction du projet et qu'il s'agit là de propositions sur lesquelles toutes les parties prenantes doivent s'exprimer. L'ensemble des points d'accord pourra être repris dans un document de synthèse, signé par l'ensemble des parties et annexé au dossier déposé en Préfecture.

Tous les engagements de SPS feront partie intégrante du dossier qui sera déposé en préfecture. Si l'arrêté préfectoral est accordé, les accords conclus avec les riverains seront contractuels.



RAPPEL DU CALENDRIER



PROCHAINE ÉTAPE

- Les riverains sont invités à compléter les fiches propositions qui ont été remises à l'issue de la réunion et sur lesquelles ont déjà été reportées les revendications exprimés et discutées en réunion.
- A l'occasion de la prochaine réunion, ces propositions ainsi que celles de SPS seront étudiées afin de définir différents scénarii à évaluer sur les critères des riverains, de SPS ainsi que les critères réglementaires.

**La prochaine réunion est fixée au
JEUDI 11 MAI 2017 À PARTIR DE 18H30
dans la salle des fêtes de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.**



Réunion de concertation du 11 mai 2017

L'objectif de cette troisième réunion de concertation était double :

- présenter de manière synthétique les résultats de l'étude acoustique,
- présenter les différents scénarios envisagés par les riverains et SPS, pour ce qui concerne la distance de recul de l'exploitation par rapport aux habitations.

Ce compte-rendu est le reflet de ces présentations et des échanges qui ont suivi.

oooooooo

Représentants des communes
- Patrice Desanglois, maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- François Charlier, maire de Martot

Représentants SPS
- Virginie Crenn, Thierry Jardel, Philippe Desvignes

Représentant Acceptables Avenir
- Philippe Vervier

Approbation des comptes rendus des réunions des 2 février et 17 mars

Si les riverains reconnaissent que le contenu des comptes rendus reflète correctement les présentations et échanges des deux précédentes réunions, ils insistent sur le fait que cela n'implique pas de leur part acceptation du projet et qu'ils attendent de SPS des réponses précises à leurs revendications notamment sur la distance de l'exploitation.

Questions restées en suspens à l'issue de la réunion du 17 mars

Organisation de la simulation de travaux

SPS n'est pas encore en mesure de proposer de date pour effectuer cette mise en situation, le planning d'intervention du sous-traitant en charge des opérations de terrassement n'étant pas défini. Cette simulation sera réalisée en journée, sur la surface qui vient d'être déboisée avec du matériel identique à celui prévu dans le projet SPS. Les riverains demandent à être prévenus deux semaines avant cette mise en situation afin de pouvoir s'organiser et être présents.

Réponse du notaire sur la question de la transparence vis-à-vis de potentiels acquéreurs de biens immobiliers situés à proximité du projet

D'un point de vue réglementaire, à ce stade du projet, il n'y a pas d'obligation d'informer. En revanche, sur un principe de bonne foi et compte tenu des réunions de concertation auxquelles participent les riverains, il paraît difficilement concevable de ne pas évoquer le projet de SPS sur le site de la Marasse.

SPS rappelle qu'un expert sera consulté lorsque le projet définitif sera arrêté afin d'étudier l'éventuel impact de la présence d'une carrière à proximité d'une zone d'habitations. Cette réponse ne satisfait pas les riverains dont le bien immobilier est actuellement en vente et qui craignent que la communication du projet soit prétexte à négocier à la baisse. SPS leur propose recevoir les potentiels acquéreurs afin de leur présenter le mode d'exploitation et le projet d'aménagement.



Site internet

Les codes d'accès au site www.marasse-sps-granulats.fr ont été communiqués pendant la réunion. Sont disponibles pour le moment les comptes rendus des réunions, des informations généralistes sur le projet de réaménagement et SPS. Une rubrique dédiée au dossier technique est prévue ultérieurement.

Etude acoustique

L'étude acoustique a été réalisée en 22 points, pour chaque étape d'exploitation et la synthétisation des résultats est extrêmement complexe à réaliser. L'expert acousticien qu'il est prévu de missionner pour réaliser l'analyse critique de cette étude saura faire cette synthèse. Dans l'attente de cette présentation, quelques éléments de l'étude ont pu être commentés.

Etude acoustique

Ce que prévoit la réglementation

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Qu'est-ce que l'émergence ?

C'est la différence entre le niveau de bruit avec et sans activité.

Les horaires de travail sont ceux prévus par la réglementation et non ceux auxquels SPS a prévu de faire fonctionner son exploitation.

La réglementation par rapport aux zones habitées prévoit un seuil d'émergence maximal compris entre 5 et 6 décibels selon le niveau de bruit ambiant.

Le niveau de bruit actuel

Point	dB(A)	Emergence admissible
1	48,0	5
2	39,0	6
3	39,0	6
4	43,5	6
5	39,5	6
6	49,5	5



Quelques références

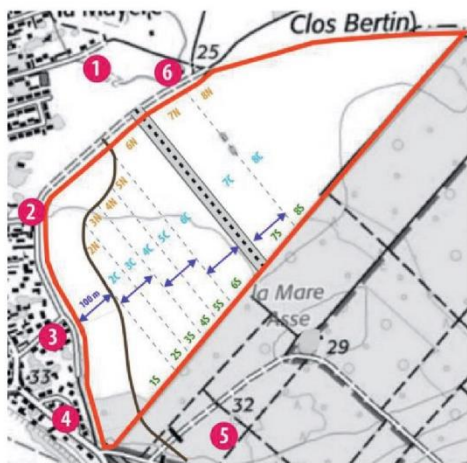
Seuil d'audibilité	20 dB(A)
Forêt, bibliothèque	40 dB(A)
Rivière, pluie	50 dB(A)
Conversation normale	60 dB(A)
Aspirateur, rue passante	80 dB(A)
Tondeuse à gazon, aboiement	90 dB(A)
Coup de fusil	170 dB(A)

Les relevés ont été effectués en 2015 et montrent un niveau de bruit ambiant plutôt calme.

Le niveau du point 6 s'explique par la proximité de l'activité de la société RBM qui a aujourd'hui disparu et il est convenu que d'autres mesures d'état initial vont être faites.



Les mesures sont réalisées selon des normes bien précises : le bruit ambiant est enregistré en continu puis un logiciel permet de soustraire les pics sonores qui ont pu être notés pendant le relevé (passage d'un avion, mise en route d'une tondeuse par exemple) pour ne conserver que le bruit ambiant régulier.



Bilan de l'étude acoustique

par activité (22 points de mesure pour chacune d'entre elles) avec merlon d'une hauteur de 6 à 3 m selon la distance

Activité	Emergence Min. dB(A)	Emergence Max. dB(A)	Durée	Seuill. Regl. dB(A)
Décapage	0	4	2 mois/an	5 à 6
Extraction	0	1	12 mois/an	5 à 6
Réaménagement	0	2	Par campagne	5 à 6
Cumul des 3 activités*	1	5		5 à 6

* Etant entendu que les 3 étapes d'exploitation ne peuvent pas être réalisées sur un même lieu en même temps

72 simulations ont été réalisées en intégrant toutes les zones de recul de 100 à 500 mètres avec 3 points cardinaux par zone (nord, centre et sud) et une variation de hauteur de merlon entre 3 et 6 mètres en fonction de la distance. L'étude est réalisée en examinant les conditions les plus défavorables pour l'exploitant avec notamment la présence de vents à l'opposé des dominants et les engins en fonctionnement.

L'activité sera certes perceptible du fait qu'il s'agira de bruit en continu mais l'étude montre que l'impact se situe en-dessous des seuils réglementaires. A la demande des riverains d'explorer la possibilité d'utiliser une chargeuse électrique, SPS doute que ce type de matériel soit adapté à l'activité de carrière mais va toutefois étudier cette alternative. Les engins qu'il est prévu d'utiliser sont identiques à ceux qui étaient en fonctionnement lors de la visite du 6 octobre 2016. Leurs caractéristiques techniques seront présentées lors de la prochaine réunion.

Les craintes exprimées par les riverains sur l'impact des engins ne sont pas uniquement liées au bruit mais également aux émissions atmosphériques. SPS s'engage à lancer la réalisation d'une étude sur le sujet, plus détaillée que ce que prévoit la réglementation pour ce type d'activité.

Il est rappelé qu'il n'y aura pas de trafic routier au départ du site. Les matériaux seront transférés sur l'installation de traitement par une bande transporteuse alimentée par une chargeuse, l'activité commerciale sera réalisée au départ de cette même installation qui ne sera pas déplacée. Pour ce qui concerne les engins nécessaires au décapage, ils seront acheminés en début d'activité sur le site et le resteront jusqu'au terme de l'opération, soit environ 2 mois par an. Les terres de décapage ne sortiront pas du site puisqu'elles seront utilisées pour la constitution du merlon puis destinées ensuite au réaménagement.

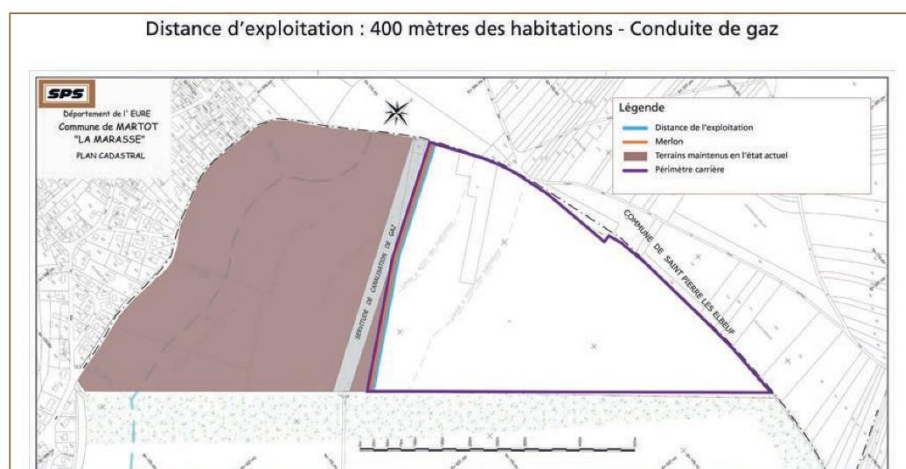
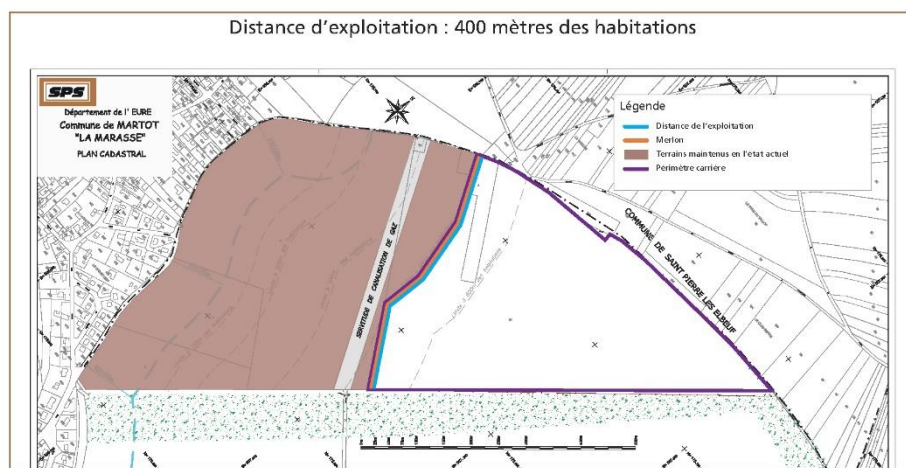
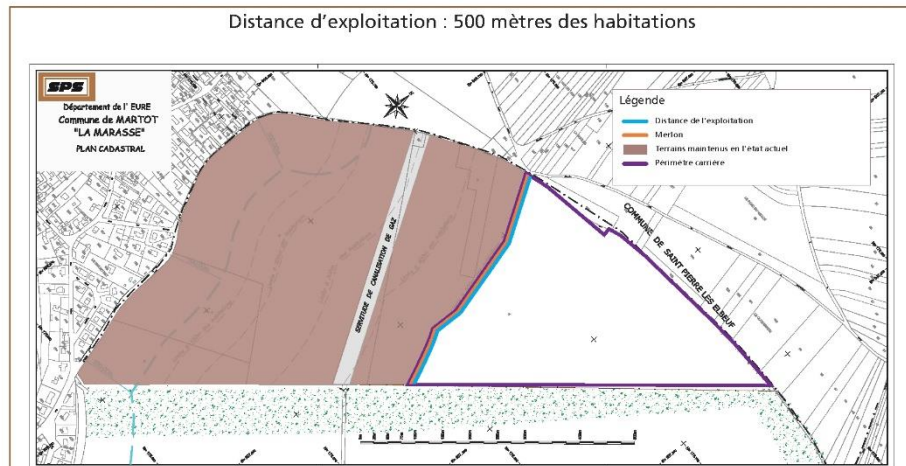
SPS a rappelé son engagement de ne pas faire appel à un apport de matériaux extérieurs pour le réaménagement et que, de ce fait, la topographie du site ne serait pas identique à l'état actuel des terrains. La profondeur du décaissement sera en moyenne de 6 mètres et SPS apportera toute son expertise au raccordement du fond de fouille et des talus périphériques afin de garantir un aménagement paysager soigné et maintenir la vocation agricole du site.

Pour conclure sur l'étude acoustique, SPS reformule la proposition de faire appel à un expert acousticien pour en réaliser une analyse critique, tant en termes de résultat que de méthodologie. Parmi les deux experts proposés, les riverains confient à SPS le soin de retenir celui qui sera en mesure d'assurer cette mission dans le planning du projet.



Scénarios

Les 3 premiers scénarios étudiés sont ceux évoqués par les riverains : 500 m des habitations, 400 m des habitations, 400 m des habitations en parallèle à la conduite de gaz

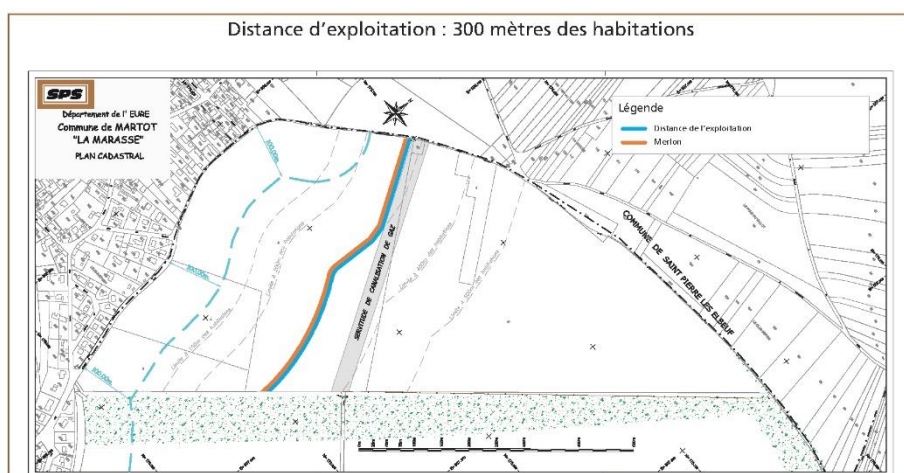




2 ensembles fonciers distincts, de part et d'autre de la conduite de gaz, composent les 40 hectares du projet. SPS deviendra propriétaire de la moitié des terrains après obtention de l'arrêté préfectoral. L'autre moitié, plus proche des habitations, restera au propriétaire actuel conformément à la convention signée avec lui.

Dans ces 3 premiers cas de figure, seul le gisement situé sous les terrains dont SPS est propriétaire sera extrait. La zone non exploitée restera en l'état actuel. En effet, un terrain ne peut être réaménagé que si son périmètre a été intégré à la demande d'autorisation et exploité.

L'objectif pour SPS est d'élaborer un projet qui soit le plus acceptable possible d'un point de vue sociétal, technique et économique. Plusieurs autres scénarios ont ainsi été étudiés.

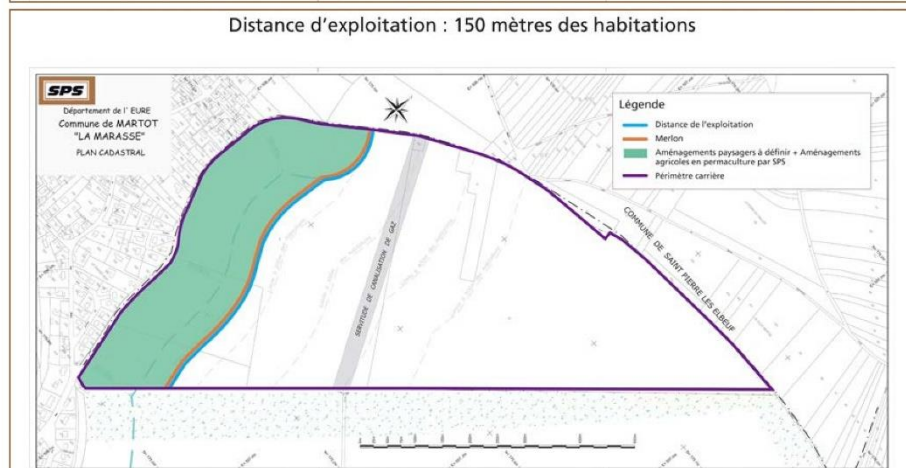
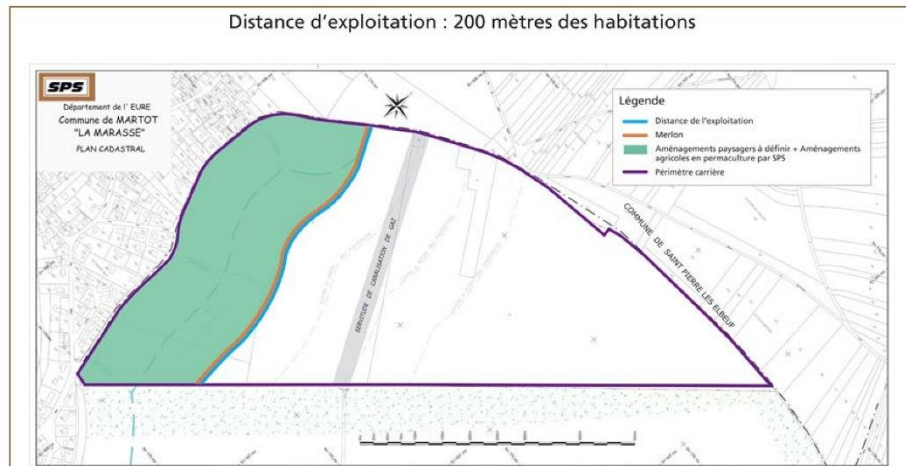


Ce scénario présente des contraintes trop élevées d'un point de vue technique et économique (conduite de gaz, réaménagement des terrains...) et n'a pas été retenu par SPS.

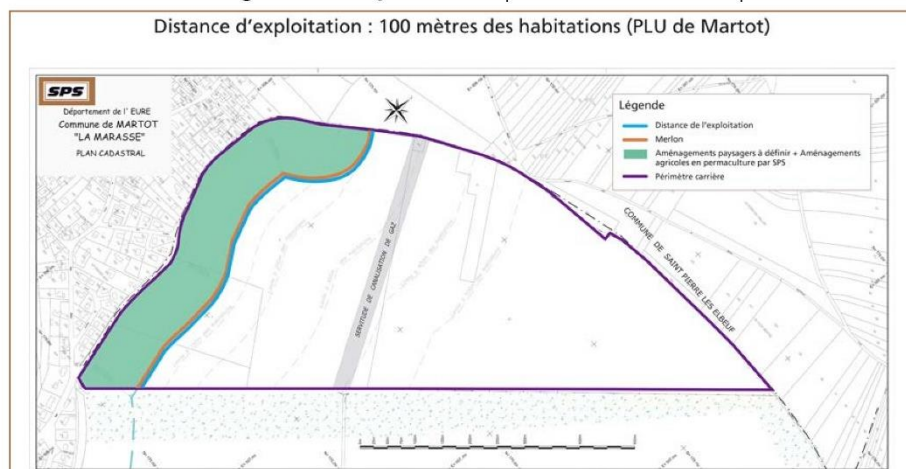
SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation



Compte-rendu de la troisième réunion de concertation du 11 mai 2017 - Page 6



Les riverains ont vivement exprimé leurs craintes, notamment sur le niveau de bruit et d'émissions atmosphériques à la vue de ces 2 scénarios. Ceux-ci ne sont pas définitifs. SPS va poursuivre les études et travailler sur des aménagements qui permettront d'aboutir à un projet le moins impactant possible et d'atteindre des niveaux d'émergence en-deçà de ceux qui sont ressortis de la première étude acoustique.



Projet initial conformément aux prescriptions du PLU.



Echanges sur la nature et le devenir des terrains

Pour mémoire, la zone concernée par le projet est classée dans le PLU de Martot en zone agricole et carrière.

Si SPS dépose une demande d'autorisation d'exploiter sur la totalité du périmètre du projet, le réaménagement en permaculture sera réalisé sur les 40 hectares, même si le carrier n'a aucune obligation de réaménager la partie non exploitée.

Pour la parcelle située entre la conduite de gaz et les habitations, dont SPS n'est pas propriétaire mais dispose d'un contrat de foretage, les risques que le propriétaire souhaite changer la nature du terrain après réaménagement sont extrêmement faibles. En effet, compte tenu des aménagements qui auront été réalisés, des débouchés commerciaux trouvés aux productions, des différents agriculteurs exploitants qui auront été formés aux méthodes de la permaculture, le retour à un mode agricole conventionnel paraît très peu probable. S'il s'agit de modifier la nature de cette parcelle en zone constructible, cela nécessiterait de modifier les documents d'urbanisme régionaux et locaux, procédures dont l'extrême complexité a été confirmée par Messieurs Desanglois et Vochelet.

En revanche, si SPS ne dépose une demande d'autorisation d'exploiter que sur la parcelle située en amont de la conduite de gaz, le propriétaire de la zone située en aval redeviendra libre de l'utilisation de ses terrains dans la limite des prescriptions du PLU. Rien n'exclut alors le dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter par un autre carrier.

A la demande des riverains, SPS s'engage à effectuer une démarche auprès du propriétaire afin d'obtenir des garanties sur le maintien de la vocation des terrains conformément au réaménagement prévu. Il est entendu que cette démarche ne sera réalisée que dans le cadre d'un dépôt de dossier sur la totalité du périmètre.

Conclusion

Les riverains ont exprimé le souhait qu'un scénario concret leur soit présenté lors de la prochaine réunion. De son côté, SPS a proposé de procéder à des études complémentaires pour aboutir à un projet le moins impactant possible, au-delà de ce qui a déjà été envisagé. C'est ainsi qu'il a été décidé de reporter la réunion initialement prévue le 15 juin.

**La prochaine réunion est programmée le mardi 17 octobre 2017 à 18h00
à la salle des fêtes de Saint-Pierre-lès-Elbeuf**

Elle aura pour ordre du jour :

- l'intervention des experts acousticien et immobilier,
- la présentation par SPS de son projet.



Réunion de concertation du 17 octobre 2017

Cette quatrième réunion de concertation avait pour objet la présentation par les experts de leurs travaux portant sur :

- l'étude critique de l'expertise acoustique,
- l'étude sur l'impact potentiel d'une activité de carrière sur la valeur des biens immobiliers,
- l'étude atmosphérique sur l'utilisation des engins de carrière prévus dans le projet,
- le projet de réaménagement en permaculture.

L'objectif pour SPS était, sur la base de ces travaux, des autres études préalablement réalisées et des réponses déjà apportées, de présenter les grandes lignes du projet en conclusion de la démarche.

Ce compte-rendu est le reflet de ces présentations et des échanges qui ont suivi.

Représentants des communes
- Patrice Desanglois, maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- François Charlier, maire de Martot

Représentants SPS
- Virginie Crenn, Thierry Jardel, Philippe Desvignes

Représentant Acceptables Avenir
- Philippe Vervier

Experts, par ordre d'intervention :
- **Pierre Duclos**, Ingénieur acousticien du Conservatoire National des Arts et Métiers - Ingénieur Professionnel de France - Expert agréé près la Cour d'Appel de Rouen et la Cour Administrative d'Appel de Douai
- **Philippe Adam**, Président du Cabinet Lexim France - Expert Immobilier REV Expert agréé près la Cour d'Appel de Rennes - Chargé d'enseignement à l'institut notarial du droit immobilier au conseil supérieur du notariat
- **Perrine Hervé Gruyer**, experte en permaculture - La Ferme du Bec Hellouin

Introduction par Thierry Jardel, directeur SPS

Thierry Jardel rappelle que le métier de SPS est de fournir des matériaux de construction pour répondre aux besoins d'aménagement de la collectivité, et ce, depuis 45 ans. SPS a parfaitement conscience de l'influence de son projet sur le cadre de vie des riverains et a construit son dossier en analysant tous les impacts potentiels et en les réduisant au maximum.

Retour sur les questions évoquées par les riverains et les réponses apportées par SPS depuis mars 2017

Thématiques riverains	Réponses SPS
Bureaux d'études et diagnostics complémentaires	Réalisation d'expertises et contre-expertises le cas échéant Présentation des rapports le 17.10.2017 : acoustique, immobilier, atmosphérique
Communication des rapports	Publication au fil des études sur le site internet www.marasse-sps-granulats.fr
Durée de l'exploitation	Définie par AP La durée sera de 12 ans, réaménagement compris
Plantation d'arbres sur le bande de recul	Incompatible avec le PLU qui prévoit un réaménagement agricole - Maintien de l'agroforesterie et plantation d'une haie périphérique
Pas de vergers	Le type de plantation sera défini par l'agriculteur exploitant
Arbres actuels non touchés	Maintien des arbres en place
Sécurité du site Dérangement moto cross, quad	Clôture sur l'ensemble du périmètre Possibilité d'un numéro de téléphone dédié + aménagements dissuasifs aux abords du site
Prise en charge de la taxe foncière	Demande impossible à satisfaire d'un point de vue juridique
Remblaiement du site par apports extérieurs	Aucun apport extérieur de matériaux en dehors de l'argile et de matières organiques pour favoriser la valeur agronomique du sol
Budget réaménagement	Garanties bancaires réglementaires
Eaux pluviales	Maintien des écoulements existants
Signature devant huissier des engagements pris	Signature d'un document synthétisant les points d'accord, annexé au dossier déposé en préfecture
Maintien de la négociation avec SPS	Volonté partagée - 4 réunions de concertation entre février et octobre 2017 - Proposition de participation du collectif à la CLCS (Commission Locale de Concertation et de Suivi)



Plus d'informations sur la CLCS - Commission Locale de Concertation et de Suivi

SPS réaffirme sa volonté que la concertation avec les riverains perdure au-delà de cette phase de construction du projet. Pendant la durée de vie de la carrière, SPS souhaite que des représentants des riverains participent à la Commission Locale de Concertation et de Suivi. Cette instance se réunit une fois par an. Elle est composée des élus des communes concernées, les administrations dont la Dreal qui vérifie les obligations auxquelles SPS doit se conformer, les associations, les agriculteurs, les représentants des riverains... en résumé toutes les parties prenantes concernées par le projet.

Question sur le dérangement lié aux activités de moto-cross et quad

SPS confirme ce qui a déjà été dit lors de la réunion du mois de mars dernier. Les abords du site seront surveillés très régulièrement par SPS qui en assurera la sécurité. Des obstacles, tels que rangées d'épineux, tas de cailloux difficilement déplaçables, fossés, buttes de terrain... seront aménagés dès qu'une trace suite à une intrusion ou tentative d'intrusion sera constatée sur la clôture. Les riverains sont invités à venir voir ce qui a été mis en place aux abords de la carrière actuellement exploitée.

Un sujet en suspens : l'organisation de la simulation de travaux sur la carrière des Fiefs

Après étude avec le sous-traitant en charge des travaux de terrassement, il s'est avéré qu'il était difficile de réaliser un aménagement et une mise en situation plus représentatifs que le rendu de la visite effectuée sur la carrière des Fiefs en exploitation en octobre 2016, visite qu'il est possible de renouveler sans aucune difficulté. De plus, la démonstration faite par l'expert acousticien a apporté des éléments de réponse.

Intervention des experts

M. Pierre Duclos - Ingénieur acousticien du Conservatoire National des Arts et Métiers - Ingénieur Professionnel de France - Expert agréé près la Cour d'Appel de Rouen et la Cour Administrative d'Appel de Douai

Analyse critique de l'étude acoustique réalisée par le cabinet Encem

Se reporter à la présentation intégrale en ligne sur le site internet www.marasse-sps-granulats.fr. Seule la conclusion est reprise dans ce compte-rendu.

Pour ce qui concerne précisément l'étude initiale réalisée par l'Encem, notons que Monsieur Duclos valide la méthode utilisée, tant en termes d'équipement, de logiciel que de respect des normes et la justesse des résultats.

17/320 – 15/09/2017

Page 32 sur 32

5. CONCLUSIONS

Les activités d'extraction et de réaménagement n'ont qu'un faible impact du fait du positionnement décaissé des équipements, par rapport au terrain naturel.

Le poste de décapage est le plus impactant du fait de la position des équipements au niveau du terrain naturel.

Les résultats précédents démontrent le respect des émergences admissibles en ZER, fixées par les Arrêtés des 22/09/1994 et 23/01/1997 aux points 1, 2, 3, 4, 5, le point 6 étant limite mais situé dans une zone constructible d'ici 10 à 15 ans.

Pour ce point, en cas d'habitation, il ne faudra pas réaliser en simultanée les opérations de décapage, d'extraction et de réaménagement.

Il sera préférable de positionner le merlon de terre de hauteur 6 mètres, à 100 mètres des riverains plutôt qu'à 200 mètres, l'atténuation supplémentaire de ce merlon sur les émergences étant de l'ordre de 1dBA avec la configuration de 100 mètres par rapport à la configuration de 200 mètres.



Q : Par rapport à l'Encem : pourquoi est-ce une société parisienne et non une société de la région qui a réalisé l'étude initiale ? Un riverain reproche que le choix de la société en question n'ait pas été fait en accord avec eux.

R : Il s'agit d'un bureau d'études dont le siège est à Paris organisé en antennes régionales. Pour ce qui concerne le choix du bureau d'études, SPS rappelle que le principe d'une analyse critique de l'étude initiale par un expert acousticien a été validé lors de la réunion du 17 mars 2017.

.....

M. Philippe Adam - Président du Cabinet Lexim France - Expert Immobilier REV - Expert agréé près la Cour d'Appel de Rennes - Chargé d'enseignement à l'institut notarial du droit immobilier au conseil supérieur du notariat

Etude de marché sur l'impact et les conséquences de l'implantation d'une carrière sur le marché de l'immobilier local

Se reporter à la présentation intégrale en ligne sur le site internet www.marasse-sps-granulats.fr. Seule la conclusion est reprise dans ce compte-rendu.

En se basant sur les exemples des communes de Bardouville en Seine-Maritime (autorisation d'ouverture d'une carrière en 2012) et Martot, il est important de noter que Monsieur Adam a conclu que rien ne démontrait que l'implantation d'une carrière impactait le prix de l'immobilier.

VI – Conclusion

L'étude que nous avons réalisée permet de comprendre, dans son contexte, que l'activité industrielle quelle qu'elle soit vient ici soutenir un espace économique fragile, qu'elle permettra, conjuguée à d'autres efforts de la collectivité, de conserver des commerces, des services ou des activités grâce à des apports financiers non négligeables. Elle permettra aussi probablement le maintien du marché de l'immobilier au lieu d'une baisse « programmée » pour beaucoup de communes rurales qui voient leur population s'installer dans l'une des 12 métropoles économiques qui regroupent aujourd'hui 40 % de la population nationale qui développe 60 % du Produit Intérieur Brut (PIB).

Cabinet LEXIM France / Monsieur Philippe ADAM

Un riverain regrette qu'il s'agisse là d'une vision globale et non individuelle et demande à ce que SPS fasse réaliser une étude des biens immobiliers à proximité du projet avant et après carrière, l'assume financièrement et prenne en charge la différence si celle-ci venait à être constatée.

Q : Un riverain revient sur l'exemple de Bardouville citée dans la présentation de M. Adam et demande au maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf d'organiser un référendum sur le projet de SPS.

R : Monsieur Desanglois rappelle d'une part que la carrière n'est pas située sur la commune de Martot et qu'un référendum à Saint-Pierre n'a pas lieu d'être et, d'autre part, que les discussions avec SPS et la commune de Martot en 2008 ont permis d'aboutir à un recul des habitations à 100 m par rapport aux 10 m prévus par la réglementation.



Q : Il est alors demandé au maire de Martot d'organiser ce référendum.

R : Monsieur Charlier répond que la carrière ne fait l'objet d'aucune plainte en mairie. La résidence la Roselière, récemment construite, est située à proximité de l'installation de traitement de SPS et ses habitants sont pleinement satisfaits de leur lieu de résidence. De plus, une maison vient d'être construite suite à la division du terrain d'un propriétaire voisin de la carrière en exploitation. Il n'y a aucune gêne ni aucun frein à l'exploitation de la carrière car tout ce qui a été mis en place par SPS est efficace : merlon, espace boisé... M. Charlier invite les riverains du projet de Saint-Pierre-lès-Elbeuf à rencontrer les Martotais proches de la carrière des Fiefs Mancels pour échanger avec eux sur leur quotidien.

Un riverain fait remarquer que la configuration de cette carrière et celle du projet de la Marasse n'est pas la même : exploitation davantage en profondeur, écran boisé... Les riverains ne sont pas contre le projet de la carrière mais demandent à ce que SPS le recule des habitations.

A travers les échanges avec différents riverains, Monsieur Adam admet que la vente d'un bien immobilier dans un contexte de projet de carrière va inévitablement freiner d'éventuels acheteurs et conseille d'attendre que la carrière soit ouverte et inscrite dans son environnement pour mettre en vente un bien. Il fait remarquer par ailleurs que l'attrait d'un bien immobilier peut varier au gré de l'évolution de la réglementation, de cessions possibles de terrains entre particuliers et promoteurs par exemple, de modification de PLU. Tout peut changer, aucune situation n'est immuable.

.....

M. Philippe Sauvajon - Enviroscop - Etude atmosphérique sur l'utilisation des engins de carrière prévus dans le projet

Les résultats de cette étude n'ont pu être présentés en raison de l'absence de M. Sauvajon à la réunion pour raisons de santé. Ils sont aujourd'hui consultables sur le site internet www.marasse-sps-granulats.fr.

Cette étude conclue que, compte tenu de la localisation des principaux points de rejet par rapport aux habitations et des mesures de réduction prises par SPS, le risque sanitaire peut être considéré comme nul.

.....

Mme Perrine Hervé Gruyer - Experte en permaculture - Ferme du Bec Hellouin - L'application de la permaculture au projet de réaménagement de la Marasse

Ce projet de carrière semblait au départ à l'opposé des principes éthiques prônés par la permaculture d'une manière générale et des convictions de Perrine Hervé Gruyer en particulier pour qui l'image des carrières était assez déplorable. Les sollicitations de SPS pour la rencontrer et évoquer le projet n'ont naturellement pas abouti dans un premier temps. L'insistance de Virginie Crenn a forcé sa curiosité et les différents échanges qui ont suivi, avec notamment la visite de la carrière des Fiefs et des travaux de réaménagement réalisés avec la LPO et l'ONF, l'ont convaincue de l'authenticité du projet. La volonté exprimée par SPS de rendre à la collectivité après exploitation un lieu productif combinant qualité de vie, esthétique, viabilité économique pour les maraîchers, a conduit Perrine Hervé Gruyer à accepter de réfléchir avec SPS à la construction d'un projet présentant un grand intérêt pour le territoire et en premier lieu ses habitants. Certes, l'exploitation de la carrière va nécessiter l'utilisation de plusieurs engins pendant plusieurs années mais l'impact sera toujours moindre que l'utilisation de pesticides sur le long terme.

Q : Combien de temps faudra-t-il pour dépolluer la terre du fait de l'utilisation des pesticides ?

R : Le sol ne sera plus pollué après exploitation de la carrière, il sera rendu prêt à être retravaillé par les agriculteurs.

Q : Les agriculteurs qui exploiteront ces terres sont-ils les mêmes qu'aujourd'hui ?

R : L'engagement de SPS est de réaménager les terres selon les principes de la permaculture, il fait partie intégrante du dossier déposé en préfecture. Ce n'est pas SPS qui exploitera ces terres, il faudra trouver des porteurs de projet en tenant compte des exploitants actuels. L'évolution du système de maraîchage est aujourd'hui inéluctable. L'exploitation agricole sur le site de la Marasse sera bio, sans pesticide, idéalement sans pétrole.



SPS confirme qu'il sera propriétaire de la moitié des terrains comme cela a déjà été dit. Le propriétaire de la parcelle située en aval de la conduite de gaz, côté habitations, s'est engagé par écrit à maintenir le réaménagement en permaculture.

Pour répondre à l'inquiétude exprimée par un riverain sur le nombre d'engins présents devant les habitations pendant 12 ans, SPS précise qu'il n'y aura qu'un engin en permanence pour l'extraction et cinq à six supplémentaires pendant les périodes de décapage, quelques semaines par an.

L'évaluation des différents scénarios

La démarche de co-construction proposée par SPS était de faire participer les riverains à l'élaboration du projet :

- en déposant des propositions permettant d'identifier les paramètres fondamentaux du projet et les différents scénarios possibles,
- en contribuant à l'évaluation de ces scénarios sur la base de leurs critères, des données technico-économiques de SPS et de la réglementation.

La promesse de SPS était de tout écouter, considérer, évaluer et non de répondre favorablement à toutes les requêtes.

Beaucoup de sujets ont été abordés pendant les différentes réunions et le point de litige fort a porté essentiellement sur la distance.

A défaut de participation des riverains à l'évaluation des différents scénarios, SPS en a réalisé une synthèse sur la base :

- des réponses exprimées sur les fiches propositions riverains,
- des résultats des études en regard de la réglementation,
- de la viabilité économique du projet.

Distance	Riverains	Réglementaire	Technico-économique
100 m			
150 m			
200 m			
300 m			
400 m			
500 m			



Les grandes lignes du projet

▲ Réaménagement en permaculture sur l'ensemble du périmètre, soit 40 hectares.

- Arrêt de l'utilisation des pesticides dès l'obtention de l'autorisation.
- Le projet de réaménagement qui sera déposé en préfecture pourra évoluer en fonction des besoins et consommations agricoles ainsi que des choix des agriculteurs concernés.

▲ Maintien de la vocation des terrains

SPS a obtenu du propriétaire de la parcelle située du côté des habitations de maintenir la vocation des terrains en permaculture.

«Par ailleurs, le propriétaire s'engage à maintenir le réaménagement agricole en permaculture à l'issue de l'exploitation de la carrière par SPS.»

AVIS DU PROPRIÉTAIRE SUR LE
"REAMENAGEMENT DES PARCELLES OBJET DE LA
DEMANDE D'EXPLOITER UNE CARRIERE

Je soussigné Nicolas BELLANGER et Evelynne LAHREY, propriétaires, des parcelles C2, C4, C5 selon la promesse de convention de forage du 21.05.2011, après avoir pris connaissance du projet d'exploitation et de remise en état de la carrière que la société SPS propose d'exploiter sur la commune de Martot, émet un avis favorable au projet de réaménagement de la carrière à l'issue de l'exploitation de la carrière par SPS.

▲ Aménagements paysagers

- Plantation d'une haie d'environ 3000 mètres linéaires constituée d'une grande diversité d'essences dès l'obtention de l'autorisation.
- La variabilité de sa hauteur pourra être discutée au cas par cas pour la partie en bordure des habitations, et notamment en Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS).



▲ Hauteur et distance du merlon

Pour une efficacité maximale démontrée par l'expertise acoustique, implantation du merlon à 100 mètres des habitations, d'une hauteur de 6 mètres.

▲ Distance de l'exploitation

- Le choix de SPS est un arrêt de l'exploitation à 200 mètres.
- Une poursuite de l'exploitation jusqu'à 150 ou 100 mètres pourra être décidée par la CLCS après analyse des données de suivi.

Tous les scénarios ont jusqu'ici été élaborés à partir de simulations et d'études prévisionnelles. Poser la question de l'exploitation jusqu'à 150 ou 100 mètres habitations ultérieurement permettra aux riverains de s'exprimer sur la base de leur vécu et de résultats réels présentés par SPS, notamment pour ce qui concerne l'acoustique.



▲ Horaires de production

- Du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8h00 à 18h00 pour les travaux de surface, c'est-à-dire le décapage, et de 7h00 à 19h00 pour l'extraction.
- Dans ces plages, horaires aménageables en fonction de l'activité du marché et du rapprochement des habitations.
- Pas d'opération de décapage aux mois de juillet et août.

Suite à une inquiétude exprimée par une riveraine sur le démarrage de l'extraction à 7h00 du matin, SPS propose de débiter son activité en carrière à 8h00 lorsqu'elle se rapprochera des habitations (au-delà de la conduite de gaz).

▲ Engins utilisés

- Pelle et bull sur chenille, tombereaux, chargeur.
- Il n'existe pas aujourd'hui d'engin électrique adapté à l'activité de carrière.

Questions/commentaires à l'issue de la présentation du projet

Q : Un riverain réitère sa demande d'engagement par SPS de faire procéder à des diagnostics immobiliers individuels pour mesurer l'impact de la carrière sur les biens immobiliers pour chaque habitant qui le souhaite.

R : SPS ne fera pas procéder à cette étude. L'objectif était de travailler sur des études pour mesurer globalement l'impact du projet par rapport à la réglementation. Pour revenir sur l'exemple de Bardouville, il s'agissait d'un projet similaire à celui envisagé par SPS : opposition forte, distance par rapport au village (recul de quelques dizaines de mètres des habitations au départ et une autorisation délivrée avec une bande de retrait de 200 mètres utilisée pour des mesures compensatoires). Le réaménagement est de nature agricole, sans utilisation de pesticide pour protéger une zone de captage d'eau potable. On observe aujourd'hui qu'il n'y a pas d'impact mesurable sur le foncier et les oppositions locales se sont estompées car l'exploitant a pu démontrer que ses engagements étaient tenus. SPS est dans cette démarche de construire un projet le plus abouti possible, de faire la démonstration que les impacts de son projet sont maîtrisés et demande aux riverains de lui faire confiance.

Un riverain manifeste son manque de confiance vis-à-vis de SPS et informe de son intention de faire procéder à des diagnostics pollution, acoustiques et visuels, voire engager une procédure pour faire reculer le projet. Une distance de recul de 300 ou 350 mètres aurait été acceptable, 200 mètres ne l'est pas.

Q : Quel sera le fonctionnement de la Commission de Suivi, quel sera le mode de scrutin, avec quelle répartition ?

R : La constitution de la Commission est définie par l'Administration, son existence sera spécifiée dans l'Arrêté Préfectoral. Les règles du scrutin seront définies au sein même de la Commission avec l'ensemble de ses membres. Cette Commission ne répond pas seulement à une exigence réglementaire, il s'agit également pour SPS de prouver que les engagements pris auprès de toutes les parties prenantes sont respectés.

A la question posée par un riverain sur la profondeur de l'extraction, SPS confirme que celle-ci sera de 6 mètres en moyenne, les matériaux n'étant pas exploitables au-delà de cette profondeur.

SPS – Site de la Marasse, Martot (27)
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Dossier de concertation



Compte-rendu de la quatrième réunion de concertation du 17 octobre 2017 - Page 8

Q : Un riverain s'interroge sur les données technico-économiques de SPS qui justifient de ne pas reculer au-delà de 200 mètres. Il suggère que SPS réduise ses investissements et par là-même ses coûts de production, permettant ainsi une exploitation à 250 m avec un merlon à 150 m des habitations.

R : Les investissements sont les mêmes, qu'il s'agisse d'une exploitation à 150 ou 400 mètres. Les transporteurs à bande se substituent aux camions, le réaménagement n'a de sens que s'il est réalisé dans sa globalité. Plus la distance recule et plus on enregistre une dégradation de la rentabilité. Les pertes en réserve sont de 15 % pour chaque tranche de 50 mètres non exploitée. Alors que la distance prévue au PLU est de 100 mètres, SPS estime faire un effort en proposant de s'arrêter à 200 mètres des habitations et de discuter en Commission de Suivi de la poursuite ou non de l'extraction jusqu'à 150 ou 100 mètres.

Différentes questions amènent SPS à apporter les précisions suivantes :

- SPS renouvelle son engagement de préparer et signer avec les riverains s'ils le souhaitent un document relatant les échanges qui sera annexé au dossier déposé en Préfecture.
- SPS prévoit de déposer son dossier en janvier ou février 2018.
- En dehors des obligations à l'initiative de l'administration par voie d'affichage notamment, SPS publiera les dates de l'enquête publique sur le site internet dédié au projet.
- La durée du projet est de 12 ans, quelle que soit la distance.
- Une année est nécessaire pour exploiter 100 m de gisement.
- L'exploitation débutera à l'opposé des habitations.
- Dès lors que l'arrêté préfectoral sera délivré, il n'y aura aucune activité de loisirs sur le site.

La réunion est conclue par Philippe Vervier, Acceptables Avenir, concepteur et animateur de la démarche de co-construction du projet, qui regrette de ne pas avoir pu aller aussi loin que prévu dans les échanges avec les riverains, garantit que SPS a travaillé en toute sincérité et qu'il n'y a eu aucune manipulation de données.

Table des illustrations

FIGURE 1 : SUR LE TERRAIN AVEC LES ELUS.....	4
FIGURE 2 : LE CAHIER DES RIVERAINS (EXTRAITS)	5
FIGURE 3 : LES RIVERAINS PRESENTS A LA REUNION DU 02 FEVRIER ET DU 11 MAI 2017	6